

Schoenman



L'histoire cachée du sionisme

1988

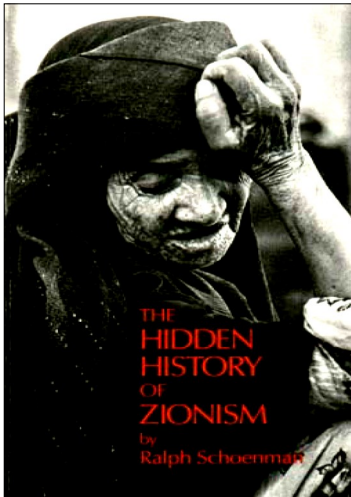
Ralph Schoenman

L'histoire cachée du sionisme

1988, extraits



Photo de l'auteur en 1988.
Le dessin de la couverture est de Wiaz,



La traduction du PCI a été revue, spécialement pour les noms propres. La chronologie succincte et la brève notice sur l'auteur sont des Cahiers. Pour des raisons de taille, plusieurs coupures ont été opérées [...]. La version numérique complète établie par le Groupe marxiste internationaliste est consultable sur son site.

CHRONOLOGIE

1891-1897

En 1891, l'immigration de Juifs européens et l'achat de terres par les sionistes entraînent des protestations de notables arabes de la province palestinienne de l'Empire ottoman. En 1897, un congrès sioniste mondial se tient à Bâle.

1917-1920

En 1917, le gouvernement britannique aide à construire un foyer national juif en Palestine. En 1920, la Société des nations (ancêtre de l'ONU) confie au Royaume-Uni un mandat sur la Palestine et à la France un mandat sur la Syrie et le Liban, arrachés à l'Empire ottoman.

1947-1948

La résolution 181 votée par l'Assemblée générale de l'ONU le 29 novembre 1947 prévoit une séparation de la Palestine en trois : un État juif, un État arabe et une zone sous contrôle international qui inclut Jérusalem. Ben Gourion, futur premier ministre travailliste de l'État hébreu, fonde Israël le 14 mai 1948. Aussitôt, les armées d'Égypte, du Liban, de Syrie, de Jordanie, d'Irak et d'Arabie saoudite interviennent. Israël l'emporte. 600 000 à 800 000 Arabes sont expulsés ou fuient (Nakba).



1956

Israël, la France et la Grande-Bretagne attaquent conjointement l'Égypte qui a nationalisé le canal de Suez. Les États-Unis bloquent l'opération.

1959-1965

En 1959, Arafat, Khalaf et Al-Wazir fondent le Fatah au Koweït. Les régimes nationalistes panarabes créent l'OLP en 1964 pour encadrer la résistance palestinienne. Des combattants palestiniens sont entraînés en Algérie et en Syrie. En 1964, le Fatah mène sa première action de guérilla.

1967-1969

En juin 1967, la guerre des Six Jours met aux prises Israël avec l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban et l'Irak. Israël en sort vainqueur. La colonisation de la Cisjordanie débute. En 1968, le Fatah est reçu en URSS. Habache et Jibril fondent le FPLP. En 1969, Hawatmeh le scissionne pour fonder le FDLP.

1970-1971

Septembre noir : l'armée jordanienne écrase la résistance palestinienne en Jordanie.

1973

L'Égypte et la Syrie attaquent Israël (guerre du Kippour). Les États-Unis et l'URSS organisent des négociations entre Israël, la Jordanie et l'Égypte.

1976

Au Liban, l'armée syrienne appuie les Phalanges fascistes chrétiennes qui assiègent le camp d'Al-Zaatar en juin. Victorieuses en août, elles le rasent et massacrent 2 000 Palestiniens (guerre des camps 1976-1987).

1978

Israël envahit le Liban.

1979-1980

En 1979, Israël et l'Égypte signent un traité de paix à Washington. En 1980, les Frères musulmans (Mujamma, ancêtre du Hamas), tolérés par Israël à Gaza, attaquent physiquement le FPLP puis le Fatah.

1982

Israël envahit le Liban et fait massacrer les réfugiés palestiniens par les fascistes chrétiens des Forces libanaises.

1985-1987

L'armée syrienne alliée aux fascistes musulmans d'Amal écrase la résistance palestinienne au Liban.

1987

En avril, le Fatah, le FPLP et le FDLP se réconcilient. En décembre, la jeunesse arabe se soulève (première Intifada) et Yassine crée le Hamas. Sa charte de 1988, jamais abolie, présente des aspects antisémites.

1988

Publication du livre de Schoenman.

1988-1993

En 1988, l'URSS demande à l'OLP de reconnaître Israël. Arafat le fait à Alger ; l'armée israélienne massacre des Palestiniens à l'esplanade des mosquées de Jérusalem. Le Hamas islamiste affronte le FPLP et le Fatah (800 morts).

1995

Sous la pression des États-Unis, Israël et l'OLP signent les accords d'Oslo le 28 septembre 1995. La Cisjordanie est divisée en trois parties : une zone A attribuée à l'Autorité palestinienne, une zone B partagée, une zone C qui reste sous contrôle israélien. Le premier ministre israélien Rabin est assassiné par un fanatique sioniste.

2000-2002

En mai 2000, Israël se retire du Liban. En septembre 2000, la provocation de Sharon (Likoud) sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem suscite des émeutes palestiniennes, réprimées violemment. Le Hamas et le Jihad islamiste lancent une vague d'attentats-suicides dans les centres-villes israéliens. Plus de 1 000 Israéliens et 3 000 Palestiniens sont tués.

2002

Israël construit un mur. L'ONU réaffirme qu'il faut partager la Palestine en deux États. En 2004, Arafat meurt, sans doute empoisonné.

2005

Sharon, devenu premier ministre d'Israël, décide le désengagement de Gaza, qu'il estime incontrôlable.

2006-2007

Aux législatives de 2006, le Hamas l'emporte sur le Fatah. Ils s'affrontent les armes à la main. En 2007, le Hamas prend Gaza et le Fatah garde la Cisjordanie. Israël et l'Égypte instaurent le blocus de Gaza (2 millions d'habitants).

2008-2023

« Plomb durci » en 2008, « Pilier de défense » en 2012, « Bordure protectrice » en 2014, « Gardien des murs » en 2021, « Boucliers et Flèches » en mai 2023, autant d'opérations militaires d'Israël contre Gaza, sans parler des emprisonnements et assassinats ciblés qui ne cessent jamais. Peu à peu, la Cisjordanie et Jérusalem sont grignotées par l'extension de la colonisation.

2023

Le 7 octobre, le Hamas lance une opération meurtrière avec l'aide du Jihad, du FPLP et du FDLP sur le territoire d'Israël, ciblant autant les civils que l'armée sioniste. Israël déclenche un génocide contre les Palestiniens de Gaza.

L'histoire cachée du sionisme

FAÇONNER LES CONSCIENCES

Dans notre société, quatre mythes puissants ont façonné la conscience de la grande majorité à propos du sionisme.

Le premier c'est celui d'une « *terre sans peuple pour un peuple sans terre* ». Ce mythe a été assidument cultivé par les premiers sionistes pour faire passer la fiction selon laquelle la Palestine était un lieu perdu, désolé, offert à qui voulait le prendre. Cette prétention a été rapidement suivie par la négation de l'identité palestinienne, de son existence comme nation et du droit légitime à la terre sur laquelle les Palestiniens ont vécu toute leur histoire connue.

Le second c'est le mythe de la démocratie israélienne. D'innombrables histoires dans les journaux ou références à la télévision à l'État d'Israël sont suivies de l'affirmation que c'est la seule démocratie « véritable » du Proche-Orient. En fait, Israël est à peu près aussi démocratique que l'État sud-africain. Les libertés publiques, les moyens de les mettre en œuvre et les droits de l'homme les plus fondamentaux sont déniés par la loi à ceux qui ne répondent pas à certains critères raciaux et religieux.

Le troisième mythe, c'est celui de la « sécurité » comme force motrice de la politique étrangère d'Israël. Les sionistes affirment que leur État doit être la quatrième puissance militaire mondiale parce qu'Israël a dû se défendre contre la menace immédiate de masses d'Arabes primitifs, consumés par la haine, qui viennent tout juste de descendre de leurs arbres.

Le quatrième mythe c'est celui du sionisme comme légataire moral des victimes de l'Holocauste. C'est là à la fois le mythe le plus répandu et le plus insidieux sur le sionisme. Les idéologues du mouvement sioniste se sont drapés dans le linceul collectif de six millions de Juifs victimes des assassinats de masse des nazis. L'ironie cruelle et amère de cette prétention mensongère c'est que le mouvement sioniste a lui-même été en étroite collusion avec le nazisme dès sa conception.

Pour la plupart des gens, il paraît impossible que le mouvement sioniste, qui invoque toujours l'horreur de l'Holocauste, ait pu collaborer activement avec l'ennemi le plus terrible auquel les Juifs aient jamais eu à faire face. Les faits cependant révèlent non seulement des intérêts communs, mais une affinité idéologique profonde enracinée dans le chauvinisme extrémiste qu'ils ont en commun.

LES OBJECTIFS SIONISTES

Les objectifs du sionisme n'ont jamais été simplement la colonisation de la Palestine - ce qui était le but des mouvements impérialistes et colonialistes classiques au cours du XIX^e et du XX^e siècles. Le but du colonialisme européen en Afrique et en Asie était essentiellement l'exploitation des populations indigènes comme force de travail à bas prix tout en pillant les ressources naturelles pour en tirer des profits exorbitants.

Ce qui distingue le sionisme des autres mouvements colonialistes c'est la relation entre les colons et le peuple à conquérir. Le but avoué du sionisme n'était pas simplement d'exploiter les Palestiniens mais de les disperser et de les déposséder. L'objectif était de remplacer la population indigène par une nouvelle communauté de colons, d'éliminer les fermiers, les artisans et les citoyens de Palestine pour leur substituer une force de travail entièrement nouvelle composée par des colons. En niant l'existence du peuple palestinien, le sionisme cherchait à créer le climat politique pour les chasser non seulement de leur terre mais de l'histoire. Lorsqu'on reconnaissait un tant soit peu leur existence, les Palestiniens étaient présentés comme un vestige nomade à moitié sauvage. Les faits historiques ont été falsifiés - selon une procédure amorcée au cours du dernier quart du XIX^e siècle mais qui se continue aujourd'hui par des écrits pseudo-historiques comme celui de Joan Peter, *Depuis des temps immémoriaux*.

Le sionisme devait rechercher différents appuis impérialistes pour cette entreprise sanglante : parmi eux, l'Empire ottoman, l'Allemagne impériale, le Raj britannique, le colonialisme français et la Russie tsariste. Les plans sionistes pour le peuple palestinien anticipaient la solution ottomane de la question des Arméniens, qui devaient être massacrés lors du premier grand génocide du XX^e siècle.

LES PLANS SIONISTES POUR LE PEUPLE PALESTINIEN

Dès l'origine, le mouvement sioniste a cherché à « arméniser » le peuple palestinien. Comme les indigènes d'Amérique du Nord, les Palestiniens étaient considérés comme « un peuple en trop ». La logique c'était leur élimination ; le résultat : un génocide. Cela n'était pas moins vrai pour le mouvement travailliste sioniste, qui cherchait à donner un vernis « socialiste » à cette entreprise coloniale. L'un des principaux théoriciens du sionisme travailliste, qui était l'un des fondateurs du parti sioniste Hapoël Hatzair (Jeune travailleur), et partisan de Poale Zion (Travailleurs de Sion), était Aaron David Gordon.

Gordon et ses camarades voulaient que chaque arbre et chaque buisson soit planté par un pionnier juif. (Walter Laqueur, *Histoire du sionisme*, Gallimard, 1972)

C'est Gordon qui a estampillé le slogan *kibbush avodah* (conquête des travailleurs). Il a fait appel aux capitalistes juifs et aux responsables des plantations Rothschild, qui avaient obtenu des terres des seigneurs turcs absents par-

dessus la tête du peuple palestinien, « *pour louer aux Juifs et uniquement aux Juifs* ». Il organisa le boycott de toute entreprise sioniste qui n'employait pas exclusivement des Juifs, et prépara des grèves contre les colons des Rothschild qui autorisaient les paysans arabes à moissonner avec eux ou à travailler pour eux, même à bas prix. Ainsi, les « sionistes travaillistes » utilisèrent-ils les méthodes du mouvement ouvrier pour interdire l'emploi des Arabes ; leur objectif n'était pas l'exploitation mais l'usurpation.

LA SOCIÉTÉ PALESTINIENNE

Il y avait plus d'un millier de villages en Palestine à la fin du XIX^e siècle. Jérusalem, Haïfa, Gaza, Naplouse, Acre, Jéricho, Ramle, Hébron et Nazareth étaient des villes florissantes. Les collines étaient laborieusement cultivées en terrasses. Les canaux d'irrigation sillonnaient la terre. Les vergers de citronniers, les forêts d'oliviers et les céréales de Palestine étaient connus dans le monde entier. Le commerce, l'artisanat, le textile, la construction et la production agricole étaient largement développés.

Les comptes rendus de voyageurs au XVIII^e et au XIX^e siècles en témoignent unanimement, comme l'étaient les rapports trimestriels très précis publiés au XIX^e siècle par le Fonds britannique d'exploration de la Palestine. En fait, c'est précisément la cohésion sociale et la stabilité de la société palestinienne qui ont conduit Lord Palmerston en 1840, lorsque l'Angleterre a établi un consulat à Jérusalem, à proposer avec prescience la fondation d'une colonie de Juifs européens pour :

Préserver les intérêts les plus larges de l'Empire britannique. (Joy Bonds, Our Roots are still alive, The Story of the Palestinian People, Peoples Press, 1977, p. 13)

La société palestinienne, si elle souffrait de la collaboration des propriétaires terriens féodaux (effendi) avec l'Empire ottoman, était néanmoins productive et diversifiée culturellement, avec une paysannerie très consciente de son rôle social. Les paysans palestiniens et les citadins avaient établi une distinction claire, fortement ressentie entre les Juifs qui vivaient parmi eux et les colons potentiels, et ce depuis 1820 lorsque les 20 000 Juifs de Jérusalem avaient été totalement intégrés et acceptés dans la société palestinienne.

Lorsque les colons de Petah Tikva cherchèrent à chasser les paysans de leurs terres, en 1886, ils rencontrèrent une résistance organisée, mais les travailleurs juifs des villages voisins et leurs communautés ne furent nullement inquiétés. Lorsque les Arméniens fuyant le génocide turc s'installèrent en Palestine ils furent les bienvenus. Mais ce génocide fut de façon inquiétante soutenu par Vladimir Jabotinsky et d'autres sionistes qui tentèrent ainsi d'obtenir le soutien des Turcs.

En fait, jusqu'à la déclaration Balfour (1917), la réaction palestinienne à l'installation des colonies sionistes fut d'une tolérance imprudente. Il n'y avait pas de haine organisée des Juifs en Palestine, pas de massacres comme en prépa-

raient les antisémites du tsar et de Pologne, pas de contrepartie raciste dans la réaction palestinienne aux colons armés (qui utilisaient la force partout où ça leur était possible pour chasser les Palestiniens de leurs terres). Même les émeutes spontanées, exprimant la rage refoulée des Palestiniens devant les vols incessants de leurs terres, n'étaient pas dirigées contre les Juifs comme tels.

À LA RECHERCHE DES FAVEURS DES EMPIRES

En 1896, Theodor Herzl mit en avant son plan pour pousser l'Empire ottoman à céder la Palestine au mouvement sioniste.

En supposant que Sa Majesté le Sultan veuille bien nous donner la Palestine, nous pourrions en retour entreprendre de régulariser les finances de la Turquie. Nous serions là-bas un poste avancé de la civilisation contre la barbarie. (Theodor Herzl, *L'État juif*, 1896, La découverte, 1990)

En 1905, le 7^e congrès sioniste mondial dut reconnaître que le peuple palestinien était en train d'organiser un mouvement politique pour l'indépendance nationale à l'égard de l'Empire ottoman - une menace non seulement pour le pouvoir turc mais également pour les desseins sionistes. Prenant la parole lors de ce congrès, Max Nordau, un éminent dirigeant sioniste, mit en avant les préoccupations sionistes :

Le mouvement qui est devenu celui d'une grande partie du peuple arabe pourrait aisément prendre une direction néfaste à la Palestine... Le gouvernement turc pourrait se sentir alors obligé de défendre son règne en Palestine et en Syrie par la force armée... Dans de telles circonstances, la Turquie peut être convaincue par nous qu'il sera important pour elle d'avoir en Palestine et en Syrie un groupe fort et bien organisé qui résistera à toute attaque contre l'autorité du sultan et défendra l'autorité de ce dernier de toute sa force. (cité par Hyman Lumer, *Zionism Its Role in World Politics*, International Publishers, 1973, p. 33)

Tandis que le kaiser entreprenait de forger une alliance avec la Turquie dans le cadre de son conflit avec la France et la Grande-Bretagne au sujet du contrôle du Proche-Orient, le mouvement sioniste fit des ouvertures similaires auprès de l'Allemagne impériale. Le kaiser mit presque dix ans dans ses tractations intermittentes avec la direction sioniste pour formuler un plan pour un État juif sous des auspices ottomans qui aurait eu pour principale tâche l'éradication de la résistance anticolonialiste palestinienne et l'affermissement des intérêts de l'Allemagne impériale dans la région. En 1914 cependant, l'Organisation sioniste mondiale était déjà engagée très loin dans son offre parallèle pour enrôler l'Empire britannique dans une entreprise de démolition de l'Empire ottoman avec l'aide des sionistes.

Nous pouvons raisonnablement dire que si la Palestine devait tomber dans la sphère d'influence britannique, et si l'Angleterre devait

encourager les installations de Juifs là-bas, comme dépendance de l'Angleterre, nous pourrions avoir en 20 ou 30 ans un million de Juifs sur place, peut-être plus ; ils développeraient le pays, y ramèneraient la civilisation et représenteraient une protection efficace du canal de Suez. (Chaïm Weizmann, *Trial and Error*, Harper, 1949, p. 149)

LA DÉCLARATION BALFOUR

Weizmann obtint des Anglais ce que les dirigeants sionistes avaient recherché à la fois auprès des gouvernements ottomans et de l'Empire allemand. Le 2 novembre 1917, la déclaration Balfour était publiée.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage avec faveur l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et fera tout son possible pour faciliter la réalisation de cet objectif...

Les sionistes étaient cyniques dans la présentation de leurs prétentions sur la Palestine et ne s'embarrassaient pas de contradictions. Tantôt, ils affirmaient que la Palestine était un désert parcouru parfois par des nomades ; tantôt, ils proposaient de soumettre la population palestinienne qu'ils avaient présentée comme inexistante. Gordon lui-même déclarait sans cesse que les Palestiniens qui, il insistait là-dessus, n'existaient pas, devaient être empêchés par la force de cultiver la terre. Cela se traduisit par l'expulsion totale des « non-Juifs » de la « terre ancestrale » juive. La même méthode structure les déclarations des dirigeants britanniques et sionistes dans leurs plans pour la population palestinienne. À l'époque de la déclaration Balfour, les armées de l'Empire britannique avaient occupé la majeure partie de l'Empire ottoman au Proche-Orient, ayant enrôlé les dirigeants arabes dans le combat contre les Turcs sous leur direction en échange de promesses sur « l'autodétermination ». [...]

Les Anglais avaient utilisé durant des années la direction sioniste pour obtenir le soutien à leur guerre contre l'Allemagne impériale des plus gros capitalistes et banquiers juifs aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Avec Weizmann, ils se préparaient à utiliser la colonisation sioniste de la Palestine comme l'instrument de leur contrôle politique sur la population palestinienne.

La « *terre sans peuple pour un peuple sans terre* » était en fait un pays en ébullition contre la sujétion coloniale. L'ancien premier ministre Balfour lui-même a été brutalement explicite dans son mémorandum pour les cercles officiels, en dépit des grandes déclarations à l'usage du public sur « *les droits civils et religieux des communautés non juives (sic) de Palestine* ».

Le sionisme, qu'il ait tort ou raison, qu'il soit bon ou mauvais, est enraciné dans des besoins actuels, et dans des espoirs futurs d'une importance bien plus grande que les souhaits de 700 000 Arabes en plus qui habitent en ce moment ce vieux pays. (cité par Harry Howard, *The King Commission*, Beyrouth, 1963) [...]

« LE MUR D'ACIER »

La tension provoquée par l'affirmation que la terre était vide et l'exigence que les habitants « inexistantes » soient sauvagement asservis était moins aigu lorsque les sionistes discutaient de stratégie entre eux. La réalité de ce qui était nécessaire pour coloniser la Palestine prenait le pas sur la propagande. L'un des porte-parole idéologiques du sionisme, Vladimir Jabotinsky, est connu comme le fondateur du sionisme révisionniste, le courant sioniste que la façade libérale et socialiste employée par les sionistes travaillistes irritait (le sionisme révisionniste est représenté aujourd'hui par Menahem Begin et Yitzhak Shamir). En 1923, Jabotinsky écrivit *Le Mur d'acier*, que l'on peut considérer comme une borne de référence pour tout le mouvement sioniste. Il avançait sans mettre de gants les prémisses essentielles du sionisme qui avaient, en fait, été établies auparavant, peut-être avec moins d'éloquence, par Theodor Herzl, Chaïm Weizmann et d'autres. Le raisonnement de Jabotinsky a été cité et repris dans des plaidoiries sionistes ultérieures - de la prétendue « gauche » à la prétendue « droite ».

Il ne peut être question d'une réconciliation volontaire entre nous et les Arabes, ni maintenant, ni dans un futur prévisible. Toute personne de bonne foi, mis à part les aveugles de naissance, a compris depuis longtemps l'impossibilité complète d'aboutir à un accord volontaire avec les Arabes de Palestine pour la transformation de la Palestine d'un pays arabe en pays à majorité juive. Chacun d'entre vous a une compréhension globale de l'histoire de la colonisation. Essayez de trouver un seul exemple où la colonisation d'un pays s'est faite avec l'accord de la population autochtone. Ça ne s'est produit nulle part. Les autochtones combattent toujours obstinément les colonisateurs - et c'est du pareil au même qu'ils soient civilisés ou non. (« O Zheleznoi Stene », Rassvyet, 4 novembre 1923) [...]

LA DOCTRINE DE LA PURETÉ DU SANG

Il est également intéressant de noter que Jabotinsky fondait sa volonté colonialiste sur la doctrine de la pureté du sang.

Il est impossible à un homme de s'assimiler à un peuple dont le sang est différent du sien. Pour être assimilé, il faudrait qu'il change son corps, il doit devenir leur, par son sang. Il ne peut y avoir d'assimilation. Nous n'autoriserons pas des choses du genre des mariages mixtes parce que la préservation de notre intégrité nationale est impossible autrement que par le maintien de la pureté de la race et pour ce faire nous aurons ce territoire dont notre peuple constituera la population racialement pure... La source du sentiment national... se trouve dans le sang de l'homme dans son type physico-racial et là seulement... La vision spirituelle d'un homme est fondamentalement déterminée par sa structure physique. C'est pour cette raison que nous ne croyons pas à l'assimilation spirituelle, il est inconcevable, d'un point de vue physique, qu'un juif né dans une famille de

pur-sang juif puisse s'adapter à la vision spirituelle d'un Allemand ou d'un Français. Il peut être entièrement imprégné du fluide germanique, mais le noyau de sa structure spirituelle restera toujours juif. (Vladimir Jabotinsky, « Lettre sur l'autonomie », 1904, cité par Lenni Brenner, *The Iron Wall Zionist Revisionism*, Zed, p. 28)

L'adoption des doctrines chauvines de la pureté de la race et de la loi du sang n'était pas limitée à Jabotinsky ou aux révisionnistes. Le philosophe libéral Martin Buber situait également son sionisme dans le cadre de la doctrine raciste européenne.

Les couches les plus profondes de notre être sont déterminées par le sang, nos pensées les plus intimes et notre volonté sont colorées par lui. (cité par Lenni Brenner, p. 31)

Comment cela allait-il être mis en application ?

LA COLLABORATION AVEC LE COLONIALISME BRITANNIQUE

En 1917 il y avait 56 000 Juifs en Palestine et 644 000 Palestiniens arabes. En 1922, il y avait 83 794 Juifs et 663 000 Arabes. En 1931, il y avait 174 616 Juifs et 750 000 Arabes (voir Sami Hadawi, *Bitter Harvest*, Caravan Books, 1979, p. 43-44).

Avec la constitution d'une alliance tacite avec les Britanniques, les sionistes recevaient à présent un soutien sur la base de leur conquête du pays. Ce processus a été décrit par le poète et essayiste marxiste palestinien Ghassan Kanafani.

En dépit du fait qu'une grande partie des capitaux juifs étaient alloués aux zones rurales, et en dépit de la présence des forces militaires impérialistes britanniques et de la pression immense exercée par la machine administrative en faveur des sionistes, ces derniers n'obtinrent que des résultats minimes en ce qui concerne l'acquisition des terres. Ils parvinrent cependant à sérieusement dégrader le statut de la population rurale arabe. La possession de terrains agricoles ou urbains passa de 300 000 dounams en 1929 (26 800 hectares) à 1 250 000 dounams en 1930 (112 000 hectares). Le pourcentage de terre acheté était insignifiant du point de vue d'une colonisation massive et du règlement du « problème juif ». Mais l'expropriation d'un million de dounams - presque un tiers de la terre arable - conduisait à un appauvrissement sévère des paysans arabes et des bédouins. En 1931, 20 000 familles paysannes avaient été évincées par les sionistes. De plus, la vie des paysans dans un pays sous-développé, et dans le monde arabe en particulier, ne représente pas seulement un mode de production, mais également un mode de vie social, religieux et traditionnel. Ainsi, en plus de la perte de la terre, la société arabe rurale était détruite par le processus de la colonisation. (Ghassan Kanafani, *The 1936-1939 Revolt in Palestine*, Committee for a Democratic Palestine, 1972)

L'impérialisme britannique encouragea la déstabilisation économique de l'économie palestinienne. Le gouvernement mandataire octroya un statut privilégié aux capitaux juifs, leur accordant 90 % des concessions en Palestine. Cela permit aux sionistes de prendre le contrôle de l'infrastructure économique (projets de route, minéraux de la mer Morte, électricité, ports, etc.). En 1935, les sionistes contrôlaient 872 des 1 212 firmes industrielles en Palestine. Les importations pour des industries sionistes étaient exemptées de taxes. Un code du travail discriminatoire était adopté contre la force de travail arabe, qui aboutit à un chômage à large échelle et pour ceux qui arrivaient à obtenir du travail à subsister dans des conditions inférieures au niveau de vie moyen.

LE SOULÈVEMENT DE 1936

La perte de leurs terres et la répression accélérèrent pour les Palestiniens la prise de conscience du sort qui les attendait et aboutirent à un vaste soulèvement qui dura de 1936 à 1939. La révolte prit la forme de la désobéissance civile et de l'insurrection armée. Les paysans quittèrent leurs villages pour rejoindre des unités de combattants qui se formaient dans les montagnes. Les nationalistes arabes de Syrie et Jordanie participèrent bientôt à la bataille.

La décision de refuser de payer les impôts fut prise le 7 mai 1936, lors d'une conférence à laquelle participaient 150 délégués représentant tous les secteurs de la population, et une grève générale balaya la Palestine. La réaction britannique fut immédiate et brutale. La loi martiale fut déclarée le 30 juillet 1936 - environ cinq mois après le début du soulèvement - et une vaste répression se déclina. Quiconque était suspecté d'organiser ou de sympathiser avec la grève générale ou tout autre acte de résistance était emprisonné. On fit sauter les maisons dans toute la Palestine. Une grande partie de la ville de Jaffa fut détruite par les Britanniques le 18 juin 1936, laissant 6 000 personnes sans abri. Les habitations dans les communautés environnantes furent également détruites. Les Britanniques envoyèrent d'importantes forces militaires en Palestine pour écraser la révolte (20 000 hommes selon les estimations). À la fin de l'année 1937 et au début 1938, cependant, les forces britanniques étaient en passe de perdre le contrôle de la révolte populaire armée.

C'est à ce moment-là que les Britanniques commencèrent à s'appuyer sur les sionistes qui leur fournissaient une ressource unique sur laquelle ils n'avaient jamais pu compter dans une quelconque de leurs autres colonies : une force locale qui faisait cause commune avec le colonialisme britannique et qui était extrêmement mobilisée contre la population indigène. Si avant cette époque les sionistes avaient pris en charge de nombreuses opérations de représailles, ils jouaient à présent un rôle plus important dans l'escalade de la répression qui devait inclure des arrestations massives, des assassinats et des exécutions. En 1938, 5 000 Palestiniens étaient emprisonnés, dont 2 000 condamnés à des peines de prison de longue durée, 148 personnes étaient exécutées par pendaison et plus de 5 000 logements étaient détruits (Ghassan Kanafani, *The 1936-1939 Revolt in Palestine*, p. 96).

Les forces sionistes étaient intégrées aux services secrets britanniques et devinrent l'organe de police d'une répression britannique draconienne. Une Force para-policrière fut établie pour fournir une couverture à la présence armée sioniste encouragée par les Britanniques. Elle comptait 2 863 recrues, 12 000 hommes étaient organisés dans la Haganah travailliste et 3 000 dans l'Organisation militaire nationale (Irgoun) de Jabotinsky (Ghassan Kanafani, p. 39). En été 1937, elle fut dénommée Force de défense des colonies juives et plus tard Police de la colonie. [...]

*La véritable cause de la révolte était que le conflit aigu impliqué dans la transformation de la société palestinienne de société arabe agricole féodale et cléricale en société industrielle bourgeoise juive (occidentale) avait atteint son sommet... Le processus de mise en place des racines du colonialisme et de sa transformation d'un mandat britannique en un colonialisme sioniste... atteignit son point le plus élevé au milieu des années 1930, et en fait la direction du mouvement nationaliste palestinien dût adopter une certaine forme de lutte armée parce qu'elle ne pouvait plus continuer à diriger à un moment où le conflit avait atteint des proportions décisives. (Ghassan Kanafani, *The 1936-1939 Revolt in Palestine*, Committee for a Democratic Palestine, 1972, p. 18)*

L'incapacité du mufti et des autres dirigeants religieux, des propriétaires terriens féodaux et de la bourgeoisie naissante à soutenir jusqu'au bout les paysans et les travailleurs a permis au régime colonial et aux sionistes d'écraser la rébellion après trois ans de lutte héroïque. En cela, les Britanniques ont été aidés de façon décisive par la trahison des régimes arabes traditionnels qui dépendaient de leurs tuteurs colonialistes.

LES MASQUES TOMBENT

En 1947, il y avait 630 000 Juifs et 1 300 000 Palestiniens arabes. Ainsi, à l'époque de la partition de la Palestine par l'ONU de 1947, les Juifs représentaient 31 % de la population (voir Sami Hadawi, *Bitter Harvest*, Caravan Books, 1979, p. 33-34).

La décision de la partition de la Palestine, mise en avant par les grandes puissances impérialistes et l'Union soviétique de Staline, donnait 54 % de la terre cultivable au mouvement sioniste. Mais avant que l'État d'Israël ne soit établi, l'Irgoun et la Haganah s'étaient emparés des 3/4 de la terre et avaient expulsé virtuellement tous ses habitants. En 1948, il y avait 475 villes et villages palestiniens. 385 d'entre eux furent totalement rasés, démolis pierre par pierre. 90 ont continué à exister, mais privés de leurs terres. En 1940, le chef du service de colonisation de l'Agence juive, qui était responsable de l'organisation effective des colonies en Palestine, écrivait :

Entre nous, il faut qu'il soit clair qu'il n'y a pas place pour les deux peuples dans le pays. Nous n'atteindrons pas notre but s'il y a des Arabes dans ce petit pays. Il n'y a pas d'autre issue que de transférer les Palestiniens d'ici dans les pays avoisinants - de les transférer tous. Il ne doit pas rester un

seul village, une seule tribu. (Yossef Weitz, 29 septembre 1967, dans Uri Davis et Norton Mezvinsky, *Documents from Israel*, Ithaca, 1975, p. 21)

Il explicitait ce que signifiait pratiquement « rendre la Palestine juive ».

Il y en a qui croient que la population non juive, même en pourcentage élevé, à l'intérieur de nos frontières, sera plus facilement surveillée par nous ; et il y en a d'autres qui croient le contraire, c'est-à-dire qu'il est plus facile de surveiller les activités d'un voisin que celles d'un locataire. Je tends à soutenir ce deuxième point de vue et j'ai un argument supplémentaire : la nécessité de renforcer le caractère de l'État qui sera désormais juif avec une minorité non juive limitée à 15 %. J'étais déjà arrivé à cette conclusion fondamentale dès 1940 (et) je l'avais notée dans mon journal. (Yossef Weitz cité par Uri Davis, *Israel, an Apartheid State*)

Le « rapport Koenig » [du gouvernement israélien] exprimait cette politique avec encore plus de brutalité.

Nous devons utiliser la terreur, l'assassinat, l'intimidation, la confiscation des terres et la suppression de tous les services sociaux pour débarrasser la Galilée de sa population arabe. (Al HaMishmar, 7 septembre 1976)

Heilbrun, président du comité pour la réélection du général Shlomo Lahat, le maire de Tel-Aviv, proclamait :

Nous devons tuer tous les Palestiniens à moins qu'ils se résignent à vivre ici comme des esclaves. (cité par Fawzi al-Asmar et Salih Baransi au cours de discussions avec l'auteur, octobre 1983)

Uri Lubrani, conseiller spécial aux affaires arabes du premier ministre israélien David Ben Gourion en 1960 utilisait les termes suivants.

Nous réduirons la population arabe à une communauté de bucherons et de serviteurs. (cité par Sabri Jiryis, « The Arabs in Israel », *Monthly Review*, avril 1976)

Rafael Eitan, chef d'état-major des Forces armées israéliennes, affirmait :

Nous déclarons ouvertement que les Arabes n'ont aucun droit à s'établir ne serait-ce que sur un centimètre d'Eretz Israël. Vous autres bonnes âmes et modérés devriez savoir que les chambres à gaz d'Adolf Hitler seraient pour eux un palais de récréation... La force est la seule chose qu'ils comprennent et qu'ils comprendront. Nous utiliserons la force extrême jusqu'à ce que les Palestiniens viennent à nos pieds en rampant... Lorsque nous aurons pacifié le pays, tout ce que les Arabes pourront faire ce sera de tourner en rond comme des cafards drogués dans une bouteille. (cité par Becker, *Yediot Aharonot*, 13 avril 1983)

BEN GOURION ET LE BUT FINAL

Les ambitions territoriales du sionisme ont été clairement établies par David Ben Gourion dans un discours lors d'un rassemblement sioniste le 13 octobre 1936.

Nous ne suggérons pas d'annoncer maintenant notre but final qui va très loin, plus loin encore que les révisionnistes qui s'opposent à la partition. Je ne veux pas abandonner la grande vision, la vision finale qui est une composante organique, spirituelle et idéologique de mes aspirations sionistes. (David Ben Gourion, Mémoires, t. 3, 1970, WP, p. 467)

Et dans un discours de 1937 :

Les frontières des aspirations sionistes sont l'affaire du peuple juif et aucun facteur externe ne pourra les limiter. (Mémoires)

En 1936, Ben Gourion, dans une lettre à son fils, écrivit :

Un État juif partiel n'est pas une fin, mais seulement un commencement. Je suis convaincu que l'on ne peut nous empêcher de nous établir dans les autres parties du pays et de la région.

En 1938, dans un rapport au conseil mondial de Poalei Zion (l'ancêtre du Parti travailliste) à Tel Aviv, il fut plus explicite.

Les frontières des aspirations sionistes incluent le Liban-Sud, le sud de la Syrie, la Jordanie d'aujourd'hui, toute la Cisjordanie, et le Sinaï. (cité par Israel Shahak, Journal of Palestine Studies, printemps 1981)

Ben Gourion a formulé la stratégie sioniste très clairement dans un discours de 1938.

Après être devenus une force importante grâce à la création de l'État, nous abolirons la partition et nous nous étendrons à toute la Palestine. L'État ne sera qu'une étape dans la réalisation du sionisme et sa tâche est de préparer le terrain à l'expansion. L'État devra préserver l'ordre - non par le prêche mais par les mitrailleuses. (Ben Gourion)

En mai 1948, il présenta ses orientations stratégiques à l'état-major suprême.

Nous devrions nous préparer à lancer l'offensive. Notre but c'est d'écraser le Liban, la Cisjordanie et la Syrie, Le point faible, c'est le Liban, car le régime musulman y est artificiel et il nous sera facile de le miner. Nous y établirons un État chrétien, puis nous écraserons la Légion arabe, éliminerons la Cisjordanie ; la Syrie tombera dans nos mains. Alors nous bombarderons et avancerons pour prendre Port-Saïd, Alexandrie et le Sinaï. (cité par Michael Bar Zohar, Ben Gurion, Delacorte, 1978)

Lorsque le général Yigal Allon demanda en juillet 1948 à Ben Gourion : « *Que ferons-nous de la population de Lydda et Ramle ?* », environ 50 000 habitants, il répondit : « *Chassez-les !* » (cité par Bar Zohar).

Yitzhak Rabin, actuel ministre de la Défense, réalisa cette promesse. À Lydda et Ramle, il ne reste plus pierre sur pierre des habitations palestiniennes. Cette zone est aujourd'hui entièrement occupée par une population de colons juifs.

Lors de sa première visite à Nazareth, Ben Gourion regarda autour de lui avec étonnement et dit : « Pourquoi y a-t-il autant d'Arabes, pourquoi ne les avez-vous pas chassés ? » (cité par Bar Zohar, *Ben Gurion*, Delacorte, 1978)

Les Palestiniens ont été effectivement chassés. Entre le 29 novembre 1947, lorsque l'ONU divisa la Palestine, et le 15 mai 1948, lorsque l'État fut formellement proclamé, l'armée sioniste et les milices s'étaient emparées de 75 % de la Palestine, chassant du pays 780 000 Palestiniens.

LA BOUCHERIE COMMENCE : DEIR YASSIN

Ce fut un processus de massacres permanents au fur et à mesure que les villages étaient balayés l'un après l'autre. La tuerie avait pour but de pousser la population à fuir pour sauver sa vie.

J'ai vu des parties génitales tranchées et des femmes éventrées... C'étaient des meurtres purs et simples. (Zvi Ankori, commandant de la Haganah cité par Lenni Brenner, *The Iron Wall Zionist Revisionism*, Zed, 1984)

Menahem Begin se vanta de l'impact dans toute la Palestine des opérations de type nazi qu'il commanda à Deir Yassin. Des commandos de la Lohamei Herut Israël (Lehi) [groupe Stern] et de l'Irgoun s'abattirent sur le village le 9 avril 1948, massacrant 254 hommes, femmes et enfants.

Une légende de terreur se propagea parmi les Arabes qui étaient saisis de panique en entendant le nom de nos soldats de l'Irgoun. Cela valait une demi-douzaine de bataillons pour les forces israéliennes. Les Arabes dans tout le pays ont été saisis d'une panique sans limites et ont commencé à s'enfuir pour sauver leurs vies. Cet exode massif se transforma bientôt en un sauve-qui-peut affolé, incontrôlable. Sur les 800 000 Arabes qui vivaient sur le territoire actuel de l'État d'Israël, il n'en reste que 165 000. La signification politique et économique de ce développement ne peut être sous-estimée. (Lenni Brenner, *The Iron Wall Zionist Revisionism*, p. 143)

La mise en œuvre de ce programme fut réalisée en partie par Begin et en partie par son futur successeur comme premier ministre, Shamir, comme commandants militaires de la Lehi. Les habitants de Jérusalem furent forcés de

traverser à pied la ville dans leurs vêtements trempés de sang devant les passants ricanant avant de disparaître. [...]

Si le massacre a été perpétré par les organisations clandestines sionistes révisionnistes de « droite », l'Irgoun et la Lehi, des massacres similaires se sont produits à une échelle identique dans tout le pays. Le massacre de Al-Dawayima en 1948 fut perpétré par l'armée officielle ouvrière sioniste d'Israël, les Forces de défense israélienne (Tzeva Haganah le-Israël ou Tsahal). [...]

La valeur stratégique du massacre de Der Yassin devait être affirmée des années durant par des dirigeants sionistes comme Eldad (Scheib) qui, avec Yitzhak Shamir et Nathan Yalin-Mor (Feldman), fut responsable de la Lehi. Ayant pris la parole lors d'un meeting en juillet 1967, ses remarques furent publiées dans le journal d'opinion bien connu, *De'ot*.

*J'ai toujours dit que si l'espoir le plus intense et le plus profond est la reconstruction du Temple (juif)... alors il est évident que ces mosquées (al-Haram al-Sharif et al-Aqsa) devront, d'une façon ou d'une autre, disparaître un de ces jours... Sans Der Yassin, un demi-million d'Arabes seraient restés vivre dans l'État d'Israël. L'État d'Israël n'aurait pas existé. Nous devons prendre cela en considération, en étant pleinement conscients de la responsabilité que cela implique. Toutes les guerres sont cruelles. On ne peut pas sortir de là. Ce pays sera soit Eretz Israël, avec une majorité absolue de Juifs et une petite minorité arabe, soit Eretz Ismaël, et l'émigration juive recommencera si nous n'expulsons pas les Arabes d'une façon ou d'une autre ... (Israël Eldad, « Sur l'esprit qui se révéla dans le peuple », *De'ot*, hiver 1968, dans Uri Davis et Norton Mezvinsky, *Documents from Israel*, Ithaca, 1975, p. 186-187)*

Le programme de massacres ne se termina pas avec la formation de l'État. Le journal, édité en 1969 par Levin Epstein, de Meir Har-Zion décrit les massacres dans les camps de réfugiés et les villages de Gaza au début des années 1950.

La vaste étendue du lit asséché de la rivière scintille au clair de lune. Nous avançons avec précaution le long du versant de la montagne. On aperçoit plusieurs maisons... Au loin on voit trois lumières et l'on entend le son d'une musique arabe qui sort des maisons immergées dans l'ombre. Nous nous séparons en trois groupes de quatre hommes chacun. Deux groupes se dirigent vers l'immense camp de réfugiés (Al Bureij) au sud de notre position. L'autre groupe marche vers la maison isolée dans l'étendue plate au nord de la Wadi Gaza. Nous marchons, piétinant des champs verdoyants, pataugeant dans des canaux tandis que la lune nous baigne de sa lumière scintillante. Bientôt cependant, le silence sera détruit par le bruit des balles, des explosions, et les cris de ceux qui pour l'instant dorment paisiblement. Nous avançons rapidement et entrons dans l'une des maisons. « Man Haa-tha ? » (« Qui est là ? » en arabe). Nous bondissons vers les voix. Effrayés et tremblants, deux Arabes sont debout contre le mur de l'édifice. Ils essaient de s'échapper. J'ouvre le feu. Un cri

*perçant remplit l'air. L'un des hommes tombe à terre pendant que son ami continue à courir. À présent il faut agir, nous n'avons pas de temps à perdre. Nous nous déplaçons de maison en maison tandis que les Arabes rampent ici et là dans la confusion. Les mitrailleuses crépitent, leur bruit se mélange à des hurlements terribles. Nous atteignons la rue principale du camp. La foule des Arabes en fuite grossit. L'autre groupe attaque de la direction opposée. Le tonnerre des grenades fait écho au loin. Nous recevons l'ordre de la retraite. L'attaque est terminée. (Meir Har Tzion, cité par Livia Rokach, *Israel's Sacred Terrorism*, Massachusetts Association of Arab American University Graduates, 1980, p. 68)*

KIBYA ET LE COMMANDO UNITÉ 101

Le premier ministre Moshe Sharett (1954-55) a fait le compte rendu suivant du massacre qui eut lieu au village de Kibya en 1953 (14 octobre 1953). Ariel Sharon commandait personnellement cette action au cours de laquelle furent massacrés chez eux des hommes, des femmes et des enfants.

Lors de la réunion du cabinet, j'ai condamné l'affaire de Kibya qui nous dévoile aux yeux du monde entier comme un gang assoiffé de sang capable de faire des massacres... J'ai averti que cette tache nous collerait à la peau et ne pourrait être lavée pour des années à venir. Il a été décidé qu'un communiqué serait publié sur Kibya, et Ben Gourion devait l'écrire. C'est vraiment un acte honteux. J'ai posé la question plusieurs fois et à chaque fois on m'a solennellement assuré que les gens ne sauraient pas comment cela avait été fait. (cité par Rokach, p. 16)

Moshé Sharett notait dans son journal les détails du massacre de villages palestiniens en 1955.

L'opinion publique, l'armée et la police ont conclu qu'on pouvait librement verser le sang arabe. Cela doit faire apparaître l'État aux yeux du monde comme un État barbare. (cité par Rokach)

Le massacre de Kafr Qassem s'est déroulé selon le schéma sioniste en octobre 1956. Les auteurs - une unité de commando d'Ariel Sharon, l'unité de commando 101 - ont tous été récompensés par des médailles et des promotions au sein des Forces armées israéliennes. Les méthodes de génocide nécessaires pour imposer l'État-colon dans le cadre des frontières d'Israël d'avant 1967 sont considérées comme un modèle pour la façon de traiter les Palestiniens dans les territoires occupés d'après 1967. Aharon Yariv, ancien chef des services secrets militaires et ministre de l'Information, déclarait lors d'un séminaire public de l'Institut Léonard Davis pour les relations internationales de l'Université hébraïque de Jérusalem :

Certains plaident pour qu'une situation de guerre soit utilisée pour exiler 700 000 ou 800 000 Arabes. Cette opinion est largement

répandue. Des déclarations ont été faites en la matière, et les moyens (un appareil) en ont également été préparés. (Haaretz, 23 mai 1980)

LA MAINMISE SUR LA TERRE

Il convient de revenir sur l'ampleur de cette politique meurtrière et ses conséquences. Dans les territoires passés sous occupation israélienne après la partition, il y avait approximativement 950 000 Arabes palestiniens. Ils vivaient dans près de 500 villages et dans toutes les grandes villes, y compris Tibériade, Safed, Nazareth, Shefa Amr, Acre, Haïfa, Jaffa, Lydda, Ramle, Jérusalem, Majdal (Ashqelon), Isdud (Ashdod) et Bethsabé. En moins de six mois, il ne restait que 138 000 personnes (les chiffres varient entre 130 000 et 165 000). La grande majorité des Palestiniens furent tués, expulsés de force ou s'enfuirent devant les bandes de tueurs des unités militaires israéliennes. Ayant ainsi éliminé la plupart des habitants palestiniens de la terre de Palestine, le gouvernement israélien entreprit la destruction systématique de leurs habitations et possessions. Près de 400 villages et cités furent totalement rasés en 1948 et 1949. D'autres suivirent dans les années 1950.

Une analyse détaillée de ce processus peut être trouvée dans « The Demographic Transformation of Palestine » de Janet Abu Lughod (dans Ibrahim Abu Lughod, *The Transformation of Palestine*, Northwestern University Press, 1971, p. 139-164). Ce tableau est incomplet parce qu'il est impossible de retrouver de nombreuses communautés et tribus arabes. Les documents officiels israéliens caractérisent par exemple 44 villages et villes de bédouins comme étant des « tribus » pour réduire, par un artifice de recensement, le nombre d'implantations palestiniennes permanentes. Le général Dayan, dans son exposé sur la colonisation sioniste devant les étudiants de l'Institut de Technologie israélien du 19 mars 1969, s'exprime clairement :

Nous sommes arrivés ici dans un pays peuplé d'Arabes, et nous construisons ici un État hébreu, juif. A la place des villages arabes, nous avons établi des villages juifs. Vous ne connaissez même pas le nom de ces villages et je ne vous le reproche pas, car les livres de géographie correspondants n'existent plus. Et non seulement les livres, mais les villages n'existent plus. Nahala a remplacé Mahful, Gevat a remplacé Jibta, Sarid a pris la place de Hanifas et Kfar Yehoshua celle de Tal al Shumam. Il n'y a pas une seule implantation de colons qui n'ait été faite sur les lieux d'un ex-village arabe. (cité dans Haaretz, 4 avril 1969)

Des villes entières avaient été vidées de leurs habitants palestiniens, comme Jaffa, Acre, Lydda, Ramle, Bissan et Majdal (Ashqelon). Ce pillage atteignit 385 villes et villages entiers, et de larges parties de 94 autres villes et cités, représentant 25 % de la surface construite d'Israël. 10 000 entreprises et commerces de détail furent transmis aux colons juifs. De 1948 à 1953 - la période d'immigration la plus importante - l'importance économique pour

Israël des propriétés arabes saisies fut décisive. La proportion de terre cultivable confisquée après l'expulsion des Palestiniens de leur pays par les massacres représentait deux fois et demi l'ensemble de la terre fournie aux sionistes à la fin du mandat. À peu près tous les vergers d'agrumes possédés par des Palestiniens furent saisis - ce qui représentait plus de 240 000 dunums (21 200 hectares). En 1951, 125 millions de cageots d'agrumes produits des vergers arabes confisqués étaient entre les mains des Israéliens - soit 10 % des profits en devises provenant des exportations du pays. En 1951, 95 % des bosquets d'oliviers israéliens provenaient des terres confisquées aux Palestiniens. La production d'olives des bosquets palestiniens ainsi volés occupait la troisième place des exportations par ordre d'importance - après les agrumes et les diamants. Un tiers de toute la production de pierres provenait de cinquante-deux carrières palestiniennes confisquées (voir Dan Peretz, *Israel and the Palestinian Arabs*, Middle East Institute, 1958, p. 142).

La mythologie sioniste inclut l'affirmation selon laquelle l'industrie sioniste, l'acharnement et le travail ont transformé une terre qui n'était auparavant qu'un désert dénudé, négligé par ses occupants arabes nomades primitifs, en un jardin - faisant fleurir le désert. En fait les vergers palestiniens, l'industrie, les marchandises accumulées, les industries, les maisons et possessions furent pillés après avoir été conquis par des massacres - le vaisseau de l'État était un vaisseau de pirates, son véritable drapeau, le drapeau noir à tête de mort.

« JUDAÏSER » LA TERRE

En mai 1954, le Keren Kayemeth LeIsrael (Fonds perpétuel pour Israël, KKL) fut intégré à Israël et acquit toutes les caractéristiques du Fonds national juif (FNJ). Le Fonds national juif s'était procuré son premier terrain en 1905. Ses objectifs étaient définis comme l'acquisition de terres « pour l'établissement de Juifs sur ces terres » (Walter Lehn, « The Jewish National Fund As An Instrument of Discrimination », cité dans *Zionism and Racism*, International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, 1977, p. 80).

En novembre 1961, le FNJ et le gouvernement israélien signèrent une convention fondée sur la législation adoptée en juillet 1960. Une politique uniforme eut force de loi sur 92 % de la terre en Israël sous l'égide du KKL et du FNJ. Toute relation avec ces terres était gouvernée par la condition suivante inscrite dans tous les baux ayant trait à la propriété :

Le preneur doit être juif et doit s'engager à faire exécuter tous les travaux concernant la culture et l'entretien de la propriété uniquement par des travailleurs juifs. (« Bail du Fonds national juif », article 23, cité par Israel Shahak, *The Non-Jew in the Jewish State*, 1975)

La conséquence en était que la terre ne pouvait être louée à un non-Juif, ni être sous-louée, vendue, hypothéquée, donnée ou léguée à un non-Juif. Les non-Juifs ne pouvaient être employés pour la culture ou pour tout travail relié à

l'agriculture. Si ces conditions étaient violées, à la fois des amendes et la suppression du bail sans compensation s'ensuivaient. [...]

En utilisant ces mêmes critères, plus de 55 % de la terre et 70 % de l'eau en Cisjordanie (territoire occupé en 1967) ont été confisqués au bénéfice de 6 % de la population - les quelque 40 000 colons au regard des 800 000 Palestiniens. À Gaza (territoire occupé en 1967), 2 200 colons se sont vu octroyer plus de 40 % de la terre tandis qu'un demi-million de Palestiniens sont confinés dans des camps surpeuplés et des bidonvilles. Ainsi, ces pratiques universellement condamnées dans les territoires occupés après 1967 ne sont que le prolongement du processus même par lequel l'État d'Israël lui-même a été établi.

L'utilisation de la force, la confiscation de la terre et l'exclusion des travailleurs non Juifs est au centre de la théorie et de la pratique sionistes. Theodor Herzl avait promulgué ce programme le 12 juin 1895 :

Nous ferons disparaître comme par enchantement (...) la population sans le sou de l'autre côté de la frontière (...) tout en lui refusant tout emploi dans notre pays. (The Complete Diaries of Theodor Herzl, Herzl Press, 1960, p. 88)

LES KIBBOUTZ RACISTES

Ironiquement, l'institution israélienne sur laquelle sont entretenues les plus grandes illusions est le kibboutz - un prétendu exemple de coopération socialiste.

*L'organisation israélienne qui pratique le plus haut degré d'exclusion raciste est le kibboutz. La majorité des Israéliens sont conscients du caractère raciste du kibboutz qui s'est affirmé non seulement contre les Palestiniens, mais contre tout être humain non juif pendant très longtemps. (Israël Shahak, « A Message to the Human Rights Movement in America: The Other Apartheid », *Against the Current*, janvier 1986)*

Le kibboutzim existe essentiellement sur des terres palestiniennes confisquées. Les non-Juifs ne peuvent en être membres. Si des « travailleurs temporaires » chrétiens ont des relations avec des femmes juives, ils sont forcés de se convertir au judaïsme pour pouvoir être membres d'un kibboutz. Shahak raconte :

Les candidats chrétiens à l'intégration par leur conversion dans un kibboutz doivent promettre de cracher dorénavant lorsqu'ils passeront devant une église ou une croix. (Israël Shahak)

Aujourd'hui, environ 93 % de la terre qu'on appelle l'État d'Israël est administrée par le Fonds national juif avec les règles suivantes : pour avoir le droit de vivre sur une terre, de la louer ou d'y travailler, il vous faut prouver que -vous avez au moins trois générations de descendance maternelle juive. Si dans un autre État, pour pouvoir vivre sur une terre, la louer, en être bailleur, y récolter, ou y travailler de quelque façon que ce soit, vous deviez prouver que vous

avez une descendance maternelle ethnique ou religieuse depuis au moins trois générations, qui douterait du caractère raciste d'une telle législation ?

LE SIONISME ET LES JUIFS

Si la colonisation de la Palestine a été caractérisée par une série de déprédations, il nous faut prendre le temps d'examiner l'attitude du mouvement sioniste non seulement envers ses victimes palestiniennes (sur laquelle nous reviendrons), mais envers les Juifs eux-mêmes. Herzl lui-même écrivait sur les Juifs de la façon suivante :

J'ai réussi à atteindre une attitude plus libre envers l'antisémitisme, que je commence maintenant à comprendre historiquement et à pardonner. Par-dessus tout, je suis conscient de la vanité et la futilité de vouloir « combattre » l'antisémitisme. (The Diaries of Theodor Herzl, cité par Lenni Brenner, Zionism in the Age of the Dictators, Croom Helm, 1983, p. 1)

L'organisation de jeunesse des sionistes, Hashomer Hatzair (Jeune Garde), avait publié ceci en 1917 :

Un juif est la caricature d'un être humain naturel, normal, tant physiquement que spirituellement. Comme individu dans une société il se révolte et rejette le harnais des obligations sociales, ne reconnaît ni ordre ni discipline. (dans Lenni Brenner, Zionism in the Age of the Dictators, p. 22)

Dans la même veine, Jabotinsky écrivait :

Le peuple juif est un très mauvais peuple ; ses voisins le haïssent et à juste titre... La seule chose qui puisse le sauver est une immigration générale vers la terre d'Israël. (Lenni Brenner, The Iron Wall Zionist Revisionism, Zed Books, 1984)

Les fondateurs du sionisme désespéraient de combattre l'antisémitisme, et paradoxalement, considéraient les antisémites eux-mêmes comme des alliés, parce qu'ils partageaient avec eux le même désir de faire quitter aux Juifs les pays où ils vivaient. Peu à peu, ils assimilèrent les valeurs de la haine des Juifs et de l'antisémitisme, au fur et à mesure que le mouvement sioniste en venait à considérer les antisémites eux-mêmes comme leurs « sponsors » et protecteurs les plus dignes de confiance. Théodore Herzl alla voir le comte Viatcheslav Konstantinovitch von Plehve lui-même - organisateur des pires pogroms qu'ait commis la Russie, les pogroms de Kishinev (Moldavie)- avec la proposition suivante :

Aidez-moi à atteindre cette terre (la Palestine) plus rapidement et la révolte (contre la férule tsariste) cessera. (The Diaries of Theodor Herzl, p. 14)

Plevhe donna son accord, et entreprit de financer le mouvement sioniste. Il devait se plaindre plus tard auprès de Herzl :

Les Juifs ont rejoint les partis révolutionnaires. Nous avons de la sympathie pour votre mouvement sioniste à partir du moment où il travaillait pour l'émigration. Vous n'avez pas besoin de justifier votre mouvement à mes yeux. Vous prêchez un converti. (The Diaries of Theodor Herzl)

Herzl et Weissmann offrirent d'aider à garantir les intérêts tsaristes en Palestine et à débarrasser l'Europe de l'Est et la Russie de ses « *Juifs anarcho-bolcheviks nocifs et subversifs* ». Comme nous l'avons déjà noté, le même appel avait été lancé par les sionistes à l'adresse du sultan de Turquie, du Kaiser allemand, de l'impérialisme français et de l'Empire britannique.

SIONISME ET FASCISME

L'histoire du sionisme - en grande partie dissimulée - est sordide. Mussolini fournit aux escadrons du mouvement de jeunesse des sionistes révisionnistes, le Betar, des chemises noires pour rivaliser avec ses propres bandes fascistes. Lorsque Menahem Begin devint le dirigeant du Betar, il préféra les chemises brunes des bandes de Hitler, un uniforme que Begin et les membres du Betar portaient dans tous leurs meetings et rassemblements - au cours desquels ils s'accueillaient, ouvraient et clôturaient leurs réunions par le salut fasciste.

Simon Petlioura était un fasciste ukrainien qui dirigea personnellement 897 pogroms particuliers qui aboutirent à la mort de 28 000 Juifs. Jabotinsky négocia une alliance avec Petlioura, proposant qu'une force de police juive accompagne les forces de Petlioura dans le combat contrerévolutionnaire contre l'Armée rouge et la révolution bolchévique - ce qui signifiait assassiner les paysans, les ouvriers et les intellectuels partisans de la révolution.

Cette stratégie d'enrôlement des ennemis virulents des Juifs en Europe, et d'alignement sur les mouvements et régimes les plus pervers pour patronner financièrement et militairement une colonie sioniste en Palestine, n'excluait pas les nazis.

La Fédération sioniste d'Allemagne envoya un mémorandum de soutien au Parti nazi le 21 juin 1933. La Fédération y notait :

Une renaissance de la vie nationale telle que celle qui se produit dans la vie de l'Allemagne..., doit également se produire dans le groupe national juif. A partir de la fondation du nouvel État (nazi) qui a établi le principe de la race, nous souhaitons insérer notre communauté dans l'ensemble de cette structure de façon à ce que pour nous aussi, dans la sphère qui nous est assignée, une activité fructueuse pour la mère patrie

soit possible... (dans Lenni Brenner, *Zionism in the Age of the Dictators*, Croom Helm, 1983, p. 48)

Loin de dénoncer cette politique, le congrès de l'Organisation sioniste mondiale en 1933 repoussa une résolution appelant à l'action contre Hitler, par un vote de 240 contre 43.

Au moment même où se tenait ce congrès, Hitler annonçait la conclusion d'un accord commercial avec la Banque anglo-palestinienne de l'Organisation sioniste mondiale, qui rompait ainsi le boycott du régime nazi par les Juifs à une époque où l'économie allemande était extrêmement vulnérable. On était en plein cœur de la grande dépression et les gens poussaient des brouettes de deutschemarks sans valeur. L'Organisation sioniste mondiale rompit le boycott juif et devint l'un des principaux distributeurs des marchandises nazies dans tout le Proche-Orient et en Europe du Nord. Ils établirent le Haavara, qui était une banque en Palestine ayant pour but de recevoir l'argent de la bourgeoisie juive allemande, avec lequel les marchandises nazies étaient achetées en quantité substantielle.

Par voie de conséquence, les sionistes firent venir en Palestine le baron Léopold von Mildenstein du Service de sécurité SS pour une visite de six mois de soutien au sionisme. Cette visite aboutit à un rapport en douze chapitres de Joseph Goebbels, ministre de la Propagande de Hitler, dans *Der Angriff* (*L'Assaut*) en 1934, rapport louangeur pour le sionisme. Goebbels commanda un médaillon frappé d'un côté avec la svastika et de l'autre avec l'étoile de David sioniste. En mai 1935, Reinhardt Heydrich, chef du Service de Sécurité SS, écrivit un article dans lequel il séparait les Juifs en « deux catégories ». Les Juifs qu'il aimait étaient les sionistes :

Nos bons vœux et notre bonne volonté leurs sont acquis. (dans Lenni Brenner, *Zionism in the Age of the Dictators*, Croom Helm, 1983, p. 85)

En 1937, la milice ouvrière « socialiste » sioniste Haganah (fondée par Jabotinsky) envoya un agent (Feivel Polkes) à Berlin, offrant d'espionner au compte du Service de sécurité SS en échange du déblocage de fonds juifs pour la colonisation sioniste. Adolf Eichmann fut invité en Palestine par la Haganah travailliste.

Les cercles nationalistes juifs sont très satisfaits de la politique radicale de l'Allemagne, car la population juive en Palestine sera de ce fait tellement accrue que dans un futur proche les Juifs pourraient compter sur une supériorité numérique face aux Arabes. (Feivel Polkes à Eichmann, p. 99)

La liste des actes de collaboration des sionistes avec les nazis est longue. Qu'est-ce qui peut expliquer cette volonté incroyable des dirigeants sionistes de trahir les Juifs d'Europe ? Tout le raisonnement avancé par ses

défenseurs pour justifier l'État d'Israël était qu'il a été conçu comme un refuge pour les Juifs persécutés.

Les sionistes, en fait, considéraient tout effort pour sauver les Juifs d'Europe non comme l'accomplissement de leur objectif politique mais comme une menace pour leur mouvement tout entier. Si les Juifs d'Europe étaient sauvés, ils voudraient aller ailleurs et l'opération de secours n'aurait rien à voir avec le projet sioniste de conquête de la Palestine.

SACRIFIER LES JUIFS EUROPÉENS

Le corolaire de ces actes de collaboration avec les nazis au cours des années 30 c'est le fait que lorsqu'on envisagea une modification des lois sur l'immigration aux États-Unis et en Europe occidentale pour fournir un refuge symbolique aux Juifs persécutés d'Europe, ce furent les sionistes qui organisèrent activement l'arrêt de ces efforts. Ben Gourion s'adressant à un rassemblement de sionistes travaillistes en Grande-Bretagne en 1938 déclarait :

Si je savais possible de sauver tous les enfants actuellement en Allemagne en les faisant venir en Angleterre et seulement la moitié d'entre eux en les transportant en Eretz Israël, eh bien j'opterais pour la seconde solution. (dans Lenni Brenner, *Zionism in the Age of the Dictators*, Cromm Helm, 1983, p. 149)

Cette obsession de la colonisation de la Palestine et de l'écrasement des Arabes conduisit le mouvement sioniste à s'opposer à toute tentative de sauver les Juifs face à l'extermination, parce que les possibilités de détourner vers la Palestine une main-d'œuvre sélectionnée en auraient été entravées. De 1933 à 1935, l'Organisation sioniste mondiale refusa les deux tiers des Juifs allemands qui sollicitèrent un certificat d'immigration. Berl Katznelson, éditeur du journal sioniste travailliste *Davar*, décrit ce « cruel critère du sionisme » :

Les Juifs allemands étaient trop vieux pour avoir des enfants en Palestine, n'avaient pas les métiers nécessaires pour construire une colonie sioniste, ne parlaient pas hébreu et n'étaient pas sionistes. A la place de ces Juifs confrontés à l'extermination, l'OSM fit venir en Palestine 6 000 jeunes sionistes entraînés en provenance des États-Unis, d'Angleterre ou autres pays sans danger. Pire, l'OSM non seulement ne chercha aucune alternative pour les Juifs confrontés à l'Holocauste, mais encore les dirigeants sionistes s'opposèrent-ils de façon belliqueuse à tous les efforts pour fournir un refuge aux Juifs en fuite. (dans Lenni Brenner, p. 87)

En 1943 encore, alors que les Juifs d'Europe étaient exterminés par millions, le Congrès US proposait de constituer une commission pour « étudier » le problème. Le rabbin Stephen Wise, qui était le principal porte-parole américain du sionisme, vint à Washington pour déposer contre cette loi de sauve-

tage des Juifs parce qu'elle détournerait l'attention de la colonisation de la Palestine. C'est le même Wise qui en 1938, en tant que dirigeant du Congrès juif américain, avait écrit une lettre dans laquelle il s'opposait à toute modification des lois sur l'immigration américaine visant à permettre aux Juifs de trouver un asile.

Cela vous intéressera peut-être de savoir qu'il y a quelques semaines les représentants de toutes les principales organisations juives se sont réunies en conférence... Il a été décidé qu'aucune organisation juive ne soutiendrait, pour l'instant, une loi qui modifierait d'une quelconque façon les lois sur l'immigration. (cité par Lenni Brenner, p. 146)

La direction sioniste prit une position sans équivoque dans sa réponse à une motion de 227 membres du Parlement britannique demandant au gouvernement de fournir un asile sur les territoires britanniques aux Juifs persécutés. Cette maigre entreprise était préparée de la façon suivante :

Le gouvernement de Sa Majesté a fourni plusieurs centaines de permis d'immigration pour l'Ile Maurice et autres destinations en faveur des familles juives menacées. (Solomon Schonfeld, cité par Fans Yahya, *Zionist Relations with Nazi Germany*, Palestine Research Center, 1978, p. 53)

Mais même cette mesure symbolique rencontra l'opposition des dirigeants sionistes. Lors d'une rencontre parlementaire le 27 janvier 1943, alors que les démarches étaient suivies par plus d'une centaine de parlementaires, un porte-parole des sionistes annonça leur opposition à cette motion parce qu'elle ne comportait aucune mesure préparatoire à la colonisation de la Palestine. C'était là une position logique. Chaïm Weizmann, premier président d'Israël, dirigeant sioniste qui organisa la déclaration Balfour, rendit cette politique sioniste très explicite :

Les espoirs des six millions de Juifs européens sont concentrés sur l'immigration. On m'a demandé : « Pouvez-vous faire venir six millions de Juifs en Palestine ? » J'ai répondu : « Non » ... Des profondeurs de la tragédie je veux sauver ... les jeunes gens (pour la Palestine). Les vieux disparaîtront. Ils feront face ou non à leur destin. Ils ne sont que poussière, une poussière économique et morale dans un monde cruel... Seule la branche des jeunes survivra. Il faut qu'ils l'acceptent. (Chaïm Weizmann rapportant au Congrès sioniste de 1937, cité par Fans Yahya, *Zionist Relations with Nazi Germany*, p. 55)

Yitzhak Gruenbaum, président du comité mis en place par les sionistes, théoriquement pour enquêter sur la situation des Juifs européens, déclarait en 1943 :

Lorsqu'on vient nous voir avec deux plans - sauver la masse des Juifs d'Europe ou la rédemption de notre terre - je vote sans hésiter pour la

rédemption de la terre. Plus on parlera sur le massacre de notre peuple, plus l'on minimisera nos efforts pour renforcer et promouvoir l'hébraïsation de notre terre. S'il y avait aujourd'hui la possibilité d'acheter des paquets de nourriture avec l'argent du Karen Hayessod (Appel juif uni) pour l'envoyer par le biais de Lisbonne, le ferions-nous ? Non, encore une fois, non ! (p. 56)

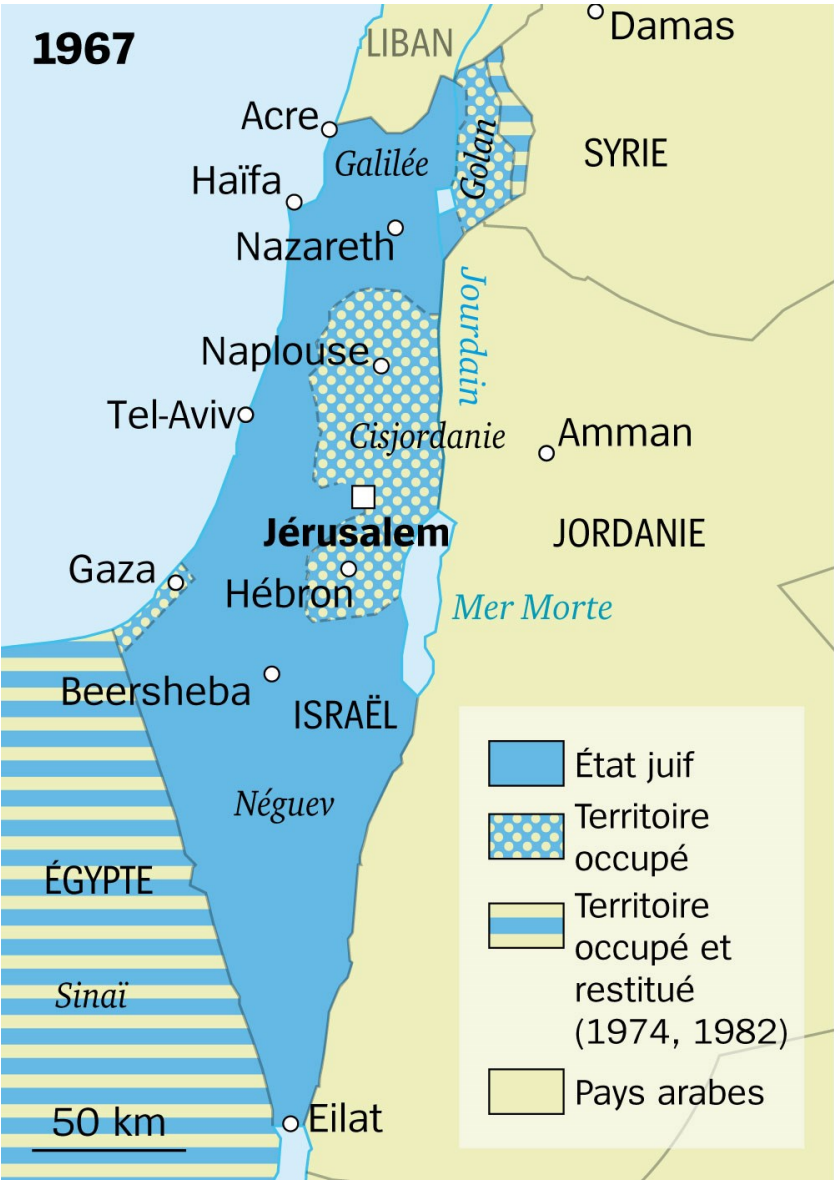
LA TRAHISON DE LA RÉSISTANCE

En juillet 1944, le dirigeant juif slovaque Michael Ber Weissmandl, dans une lettre aux responsables sionistes chargés de ces « organisations de secours », proposa une série de mesures pour sauver les Juifs promis à la liquidation à Auschwitz. Il fournit des cartes exactes des trains et réclama d'urgence le bombardement des voies sur lesquelles les Juifs hongrois étaient transportés vers les fours crématoires. Il appelait au bombardement des fours crématoires d'Auschwitz, au parachutage de munitions aux 80 000 prisonniers, au parachutage de saboteurs pour faire sauter tous les moyens d'annihilation et ainsi mettre fin à l'extermination de 13 000 Juifs par jour. Si les alliés refusaient de répondre à cet appel organisé et public des « organisations de secours », Weissmandl proposait que les sionistes, qui avaient des fonds et une organisation, se procurent des avions, recrutent des volontaires juifs et réalisent ce sabotage. (cité par Fans Yahya, *Zionist Relations with Nazi Germany*, p. 53)

Weissmandl n'était pas seul. Tout au long de la fin des années trente et au cours des années quarante, des porte-parole juifs en Europe crièrent à l'aide, réclamant des campagnes publiques, une résistance organisée, des manifestations pour forcer la main des gouvernements alliés - pour rencontrer uniquement non seulement le silence des sionistes, mais le sabotage actif par les sionistes des maigres efforts proposés ou préparés en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Voici le cri du cœur du rabbin Weissmandl. Écrivant aux sionistes en juillet 1944, il dit :

Pourquoi n'avez-vous rien fait jusqu'à présent ? Qui est coupable de cette négligence effroyable ? N'êtes-vous pas coupables, vous nos frères juifs, vous qui avez la plus grande richesse du monde : la liberté ? Nous vous envoyons ce message spécial pour vous informer qu'hier les Allemands ont commencé la déportation des Juifs de Hongrie... Les déportés vont à Auschwitz pour être gazés au cyanure. Voici le programme d'Auschwitz d'aujourd'hui jusqu'à la fin : 12 000 Juifs - hommes, femmes, enfants, vieillards, nourrissons, malades ou en bonne santé -, doivent être gazés chaque jour.

Et vous, nos frères de Palestine, de tous les pays de liberté, et vous ministres de tous les royaumes, comment pouvez-vous rester silencieux face à cet immense meurtre ? Silencieux, pendant que par milliers et par milliers, jusqu'à six millions de Juifs ont été assassinés à ce jour ? Et silencieux encore maintenant, alors que des dizaines de milliers



continuent à être assassinés et à attendre d'être assassinés ? Leurs cœurs détruits vous crient à l'aide en pleurant sur votre cruauté. Vous êtes des brutes et vous êtes des assassins vous aussi, par ce silence plein de sang-froid avec lequel vous restez spectateurs, à rester les bras croisés et ne rien faire, alors que vous pourriez arrêter ou retarder le meurtre des Juifs en ce moment même. Vous, nos frères, fils d'Israël, êtes-vous devenus fous ? Ne connaissez-vous pas l'enfer qui nous entoure ? Pour qui épargnez-vous votre argent ? Assassins ! Insensés ! Qui fait œuvre de charité : vous qui de l'abri sûr de vos maisons lancez quelques sous, ou nous qui versons notre sang dans les profondeurs de l'enfer ? (cité par Fans Yahya, *Zionist Relations with Nazi Germany*, p. 59-60)

Aucun dirigeant sioniste n'appuya sa requête, pas plus que les régimes capitalistes occidentaux ne bombardèrent un seul camp de concentration.

Le point culminant de la trahison des sionistes fut le sacrifice des Juifs hongrois par une série d'accords entre le mouvement sioniste et l'Allemagne nazie qui furent rendus publics pour la première fois en 1953. Rudolf Kastner du Comité de sauvetage de l'Agence juive à Budapest signa un pacte secret avec Adolf Eichmann pour « régler la question juive » en Hongrie. Cela se passait en 1944. Le pacte scellait le destin de 800 000 Juifs. Il se révéla par la suite que Kastner agissait sous les ordres des dirigeants sionistes à l'étranger lorsqu'il passa cet accord avec Eichmann. L'accord prévoyait que soient sauvées 600 personnalités juives à condition que le silence soit fait sur le sort des Juifs hongrois.

Lorsqu'un survivant, Malchiel Greenwald, dénonça ce pacte et dénonça Kastner comme un collaborateur nazi dont « les actes à Budapest avaient coûté la vie à des centaines de milliers de Juifs » (p. 58), Greenwald fut poursuivi en justice par le gouvernement israélien, dont les dirigeants avaient rédigé les termes du pacte Kastner. Le 22 juin 1955, la cour du district de Jérusalem aboutit à la conclusion suivante :

Le sacrifice d'une majorité de Juifs, pour sauver les plus éminents, était l'élément de base de l'accord entre Kastner et les nazis. Cet accord fixé, la division de la nation entre deux camps inégaux, une petite fraction de personnes éminentes, que les nazis promirent à Kastner de sauver d'une part, et la grande majorité des Juifs hongrois que les nazis avaient condamnés à mort de l'autre. (cité par Fans Yahya, *Zionist Relations with Nazi Germany*, p. 58)

La cour déclara que la condition impérative de ce pacte était que ni Kastner ni les dirigeants sionistes n'interfèrent dans l'action des nazis contre les Juifs. Ces dirigeants entreprirent non seulement d'éviter les interférences, mais tombèrent d'accord pour ne pas, selon les termes de la cour israélienne, « les gêner dans leur œuvre d'extermination ».

*La collaboration entre le Comité de sauvetage de l'Agence juive et les exterminateurs des Juifs fut consolidée à Budapest et à Vienne. Les tâches de Kastner faisaient partie des bagages des SS. En plus du Service d'extermination et du Service du pillage, les SS nazis ouvrirent un Service de sauvetage dirigé par Kastner. (cité par Fans Yahya, *Zionist Relations with Nazi Germany*, p. 59)*

Il n'est pas surprenant qu'il ait été révélé que Kastner intervint pour sauver le général SS Kurt Becher qui devait être jugé pour crimes de guerre. Becher avait été l'un des principaux négociateurs du pacte avec les sionistes en 1944. Il fut également major SS en Pologne, membre de l'escadron de la mort « *qui travaillait 24 heures sur 24 à tuer les Juifs* ». « *Becher s'était distingué comme boucher des Juifs en Pologne et en Russie* ». (Ben Hecht, *Perfidy*, Messner, 1961, p. 58-59) Il fut nommé commissaire de tous les camps de concentration nazis par Heinrich Himmler. Où est-il à présent ? Il est président de plusieurs sociétés et dirige la vente du blé à Israël. Sa société, la Cologne-Handel Gesellschaft, fait aujourd'hui des affaires avec le gouvernement israélien.

Le 11 janvier 1941, Yitzhak Shamir (futur premier ministre d'Israël) proposa un pacte militaire en bonne et due forme entre l'Organisation nationale militaire (ONM), c'est-à-dire l'Irgoun sioniste, et le Troisième Reich nazi. Cette proposition est maintenant connue sous le nom de *Texte d'Ankara*, ayant été découverte après la guerre dans les archives de l'ambassade allemande en Turquie. Ce texte établit ce qui suit :

*L'évacuation des masses juives d'Europe est une condition préalable à la solution de la question juive, mais cela ne peut être rendu possible et accompli totalement que par l'établissement de ces masses dans le pays des Juifs, la Palestine, et par l'établissement d'un État juif au sein de ses frontières historiques... L'ONM, qui est parfaitement au courant des bonnes dispositions du gouvernement du Reich Allemand et de ses dirigeants envers l'activité sioniste au sein de l'Allemagne et envers les plans d'émigration sionistes, considère que : 1. Des intérêts communs pourraient exister entre l'établissement d'un ordre nouveau en Europe en accord avec la conception allemande, et les véritables aspirations nationales du peuple juif telles qu'elles sont incarnées par l'ONM. 2. La coopération entre l'Allemagne nouvelle et le renouveau de l'Hébraïsme national pourrait être possible. 3. L'établissement d'un État juif historique sur une base nationale et totalitaire, et lié par traité au Reich allemand, serait dans l'intérêt du maintien et du renforcement d'une position de force allemande future au Proche-Orient. Partant de ces considérations, l'ONM de Palestine, sous la condition que les aspirations nationales de liberté d'Israël mentionnées ci-dessus soient reconnues par le Reich allemand, s'offre à participer activement à la guerre aux côtés des Allemands. (dans David Yisraeli, *The Palestine Problem in German Politics*, Bar Ilan University, 1974, p. 315-317)*

LA PERFIDIE SIONISTE

La perfidie des sionistes - la trahison des victimes de l'Holocauste - a été le point culminant de leur tentative d'identifier les intérêts des Juifs à ceux de l'ordre établi. Aujourd'hui, les sionistes associent leur État au bras armé de l'impérialisme US - des Escadrons de la mort en Amérique latine aux opérations clandestines de la CIA sur les quatre continents. Il ne faut toutefois pas négliger la perfidie Islamiste dans tout cela, comme nous l'avons démontré dans un chapitre précédent.

Cette histoire sordide plonge ses racines dans la démoralisation des fondateurs du sionisme qui ont rejeté la possibilité de surmonter l'antisémitisme par le biais de la lutte populaire et de la révolution sociale. Moses Hess, Théodore Herzl et Chaïm Weizmann ont choisi d'être du mauvais côté de la barricade - celui du pouvoir étatique, de la domination de classe et des règles de l'exploitation. Ils ont voulu établir une prétendue séparation entre l'émancipation de la persécution et la nécessité du changement social. Ils étaient parfaitement conscients de ce que la culture de l'antisémitisme et la persécution des Juifs étaient l'œuvre de cette même classe dominante dont ils courtoisaient les faveurs. En cherchant la caution des antisémites eux-mêmes, ils révélaient plusieurs motivations : l'adoration du pouvoir auquel ils associaient la force, le désir d'en finir avec la faiblesse et la vulnérabilité « juives », de cesser d'être des exclus perpétuels.

Il n'y avait qu'un pas à faire de cette « sensibilité » à l'assimilation des valeurs et des idées des antisémites eux-mêmes. Les Juifs, écrivaient les sionistes, étaient effectivement un peuple indiscipliné, subversif, dissident, qui méritait le mépris qu'on lui vouait. Les sionistes en appelaient sans honte à la haine raciste des Juifs. Adulant la puissance, ils s'appuyaient sur les aspirations antisémites des Von Plehve et des Himmler à se débarrasser d'un peuple victime radicalisé depuis longtemps par les persécutions, un peuple qui remplissait les rangs des mouvements révolutionnaires et dont les souffrances conduisaient les meilleurs esprits à une réflexion intellectuelle à l'encontre des valeurs établies.

Le sale petit secret de l'histoire sioniste est que le sionisme était menacé par les Juifs eux-mêmes. Défendre les Juifs contre la persécution signifiait organiser la résistance aux régimes qui les menaçaient. Mais ces régimes incarnaient l'ordre impérialiste qui représentait la seule force favorable ou capable d'imposer une colonisation au peuple palestinien. En conséquence, les sionistes avaient besoin de la persécution des Juifs pour convaincre les Juifs de devenir des colonisateurs dans un pays lointain, et ils avaient besoin des persécuteurs pour patronner leur entreprise. Mais les Juifs européens n'avaient jamais manifesté aucun intérêt dans la colonisation de la Palestine. Le sionisme était resté un mouvement marginal chez les Juifs, qui aspiraient à vivre dans le pays où ils étaient nés sans souffrir de discrimination ou à échapper à la persécution en émigrant vers des démocraties bourgeoises perçues comme plus tolérantes.

Ainsi le sionisme n'a jamais pu répondre aux besoins ou aux aspirations des Juifs. L'instant de vérité est arrivé lorsque la persécution fit place à l'extermination physique. Face à ce test unique et ultime de leur relation véritable avec la survie de Juifs, les sionistes non seulement se montrèrent incapables de diriger la résistance ou de défendre les Juifs, mais ils sabotèrent activement les efforts des Juifs pour boycotter l'économie nazie. Ils cherchèrent, même à ce stade, le parrainage des auteurs du génocide eux-mêmes, non seulement parce que le Troisième Reich semblait assez puissant pour imposer une colonie sioniste, mais parce que les pratiques nazies correspondaient aux convictions sionistes. Il y avait un terrain d'entente commun aux nazis et aux sionistes, qui ne s'exprimait pas seulement dans la proposition de l'Irgoun de Shamir de constituer un État en Palestine sur une « *base nationale totalitaire* ». Vladimir Jabotinsky, dans son dernier ouvrage, expliquait ses plans pour le peuple Palestinien :

Puisque nous avons cette grande autorité morale nécessaire pour envisager calmement l'exode des Arabes, nous n'avons pas besoin de considérer le départ possible de 900 000 personnes avec désarroi. Herr Hitler a récemment développé la popularité des transferts de population. (Le Front de Guerre juif, 1940, dans Lenni Brenner, The Iron Wall Zionist Revisionism, Zed, 1984, p. 107)

Cette déclaration remarquable de Jabotinsky est un concentré de la pensée sioniste et de sa banqueroute morale. Le massacre des Juifs donnait au sionisme « *une grande autorité morale* ». Pour quoi faire ? « *Pour calmement envisager l'exode des Arabes* ». La leçon de la destruction nazie des Juifs était qu'il était permis maintenant aux sionistes d'infliger le même sort au peuple palestinien tout entier.

Sept ans plus tard, les sionistes rivalisèrent avec les nazis, dont ils avaient recherché et parfois obtenu le soutien, et ils couvrirent la Palestine ensanglantée de multiples Lidice (un village tchèque qui a été entièrement rasé par les SS. Il est devenu le symbole de la brutalité nazie et a été distingué comme crime de guerre lors des procès de Nuremberg), chassant 800 000 personnes vers l'exil.

Les sionistes rencontrèrent les nazis dans le même esprit que pour von Plehve, agissant sur la base de la notion perverse que la haine des Juifs était quelque chose d'utile. Leur objectif n'était pas de sauver les Juifs, mais d'enrôler par la force une minorité élue - le reste étant livré à son destin d'agonie. Le sionisme recherchait des individus pour coloniser la Palestine et préférait des cadavres juifs par millions à tout sauvetage qui aurait pu amener les Juifs à s'installer ailleurs. Loin d'être touchés par la compassion, les sionistes se firent les hérauts de la persécution d'autrui, dans le même temps trahissant d'abord les Juifs pour ensuite les avilir. Ils ont sélectionné leur propre peuple victime pour lui imposer leurs desseins de conquête. Ils ont aligné les Juifs survivants sur un nouveau génocide contre le peuple palestinien, se drapant, avec un cynisme horrible, dans le linceul collectif de l'Holocauste. [...]

« DOUX PRINTEMPS »

L'invasion du Liban en 1982 avait été précédée d'une série de raids et d'invasions en 1968, 1976, 1978 et 1981. Le projet de démantèlement du Liban rejoignait dès lors l'objectif primitif de dispersion de la population palestinienne du Liban par les massacres et les expulsions. C'est en liaison avec le gouvernement américain que l'invasion fut proposée. Les phalanges chrétiennes maronites étaient intégrées à ce projet.

Lorsqu'Amin Gemayel se rendit en visite à Washington, l'automne précédent, un responsable américain lui demanda la date de l'invasion. (Jonathan Randal, *Going all the Way*, Viking, 1983, p. 10)

Plus tard, lorsqu'Ariel Sharon se rendit en visite à Washington, le secrétaire d'État Alexander Haig donna le feu vert à l'invasion (p. 247).

C'est sous l'appellation *Paix en Galilée* que l'invasion fut lancée. Cruelle ironie ! Les habitants de Galilée y vivaient depuis 1 000 ans lorsqu'ils en furent arrachés par le massacre de 1948. Ils s'étaient installés près de Sidon, dans un camp de réfugiés qu'ils appelèrent *Ain al Hilweh* (Doux Printemps). Le camp était divisé en zones correspondant aux différentes communautés galiléennes d'origine des réfugiés. Une Galilée en miniature dont les zones reproduisaient les villages de la terre natale dans cette ville de toile de la diaspora que constituait Ain al Helweh. En 1952, ils furent autorisés à remplacer les tentes par des constructions permanentes, leur nombre s'élevait alors à 80 000. C'était le plus grand camp palestinien du Liban.

Le dimanche 6 juin 1982 à 5 h 30 du matin, un bombardement aérien intensif fut engagé parallèlement au début de l'invasion. Ain al Helweh fut pris sous le feu croisé des Israéliens, saturant le camp de bombes. Quadrillant le camp, progressant méthodiquement avec acharnement, le bombardement de chaque secteur commençait dès que le précédent avait été rasé. Le bombardement dura 10 jours et 10 nuits au moyen de bombes à fragmentation, de bombes paralysantes, de bombes incendiaires, de bombes au phosphore. Il s'en suivit 10 jours de bombardement naval et aérien. Puis les Israéliens firent entrer en action les bulldozers qui réduisirent en poussière ce qui tenait encore debout. Les abris furent comblés, enterrant les gens vivants, les membres de leurs familles s'accrochant aux bulldozers.

Partout régnait une odeur de mort. Tout était dévasté. (l'humanitaire norvégienne Marianne Helle Möller, citée dans Ralph Schoenman & Mya Shone, « Towards a final solution in the Lebanon? », *New Society*, 19 août 1982)

Le but de l'invasion du Liban de l'été 1982 était de disperser la totalité de la population palestinienne par la terreur et les massacres. Antérieurement à l'invasion du Liban de 1982, Ariel Sharon et Bachir Gemayel avaient dé-

claré à diverses occasions qu'ils réduiraient la population palestinienne du Liban de 500 000 à 50 000 personnes. Dans le cours même de l'invasion, ces objectifs commencèrent à émerger dans la presse israélienne et occidentale.

L'objectif a longtemps été d'expulser toute la population palestinienne du Liban en commençant par Beyrouth. Le but était de susciter la panique afin de convaincre (sic) la population palestinienne du Liban qu'elle n'était désormais plus en sécurité dans ce pays. (Haaretz , 26 décembre 1982)

Cette opération militaire de « purge » des camps, scrupuleusement préparée, portait le nom de Moah Barzeh (Cerveau de Fer) ; Sharon et Begin connaissaient ce plan et la plus grande partie du plan de Sharon fut discutée par le cabinet israélien le 17 juillet. (Sunday Times, 26 décembre 1982)

L'invasion éclair du Liban par les Israéliens stimula Bachir Gemayel.

Les Palestiniens constituent un peuple en trop. Nous n'aurons de repos tant que chaque vrai Libanais n'aura tué au moins un Palestinien. (Jonathan Randal, Going all the Way, Viking, 1983)

Un médecin militaire libanais de premier plan dit à son unité :

Bientôt il ne restera plus un seul Palestinien au Liban. Ce sont des microbes qui doivent être exterminés. (cité dans un tract distribué à Sidon par le major Saqr, février 1983)

LES MASSACRES DE SABRA ET CHATILA

Les rapports de la presse occidentale et israélienne lèvent toute ambiguïté quant aux desseins meurtriers de l'invasion israélienne :

Sharon l'admet : les Israéliens ont prévu il y a deux semaines de lancer les forces libanaises sur le camp... Il y a de nombreux mois que les officiers supérieurs israéliens ont prévu d'enrôler les forces libanaises constituées à partir des milices chrétiennes de Gemayel afin de pénétrer dans les camps de réfugiés palestiniens après que les Israéliens aient encerclé Beyrouth Ouest. (Time, 4 octobre 1982)

Sharon a informé la Knesset de deux rencontres qui ont eu lieu le 15 septembre entre l'état-major et le commandement en chef des phalangistes d'un côté, et les généraux israéliens de l'autre, afin de discuter de l'invasion des camps qui eut lieu le lendemain dans l'après-midi. (New York Times, 1^{er} octobre 1982)

À plusieurs occasions, Gemayel dit aux autorités israéliennes qu'il raserait les camps et les transformerait en courts de tennis. Cela convenait aux intentions d'Israël. Les milices chrétiennes connues pour avoir investi les camps



Après le massacre

avaient été entraînées par les Israéliens (*Time*, 4 octobre 1982). La presse israélienne rendit explicitement compte des intentions israéliennes : le 15 septembre, *Haaretz* cite le chef d'état-major général Raphaël Eitan : « *Les quatre camps palestiniens sont encerclés et coupés du monde* ». [...]

Le commandant de l'armée israélienne avait également enrôlé les principaux officiers libanais. L'un d'eux révéla :

Dans la journée du jeudi, le général Drori me conduisit à l'aéroport où les Israéliens rassemblaient les milices libanaises. « Si vous ne le faites pas, j'en connais d'autres qui le feront »... Les Gardiens du Cèdre que Gemayel avait intégrés aux forces libanaises en 1980 tenaient pour un article de foi que les enfants palestiniens devaient être tués puisqu'ils finiraient par devenir terroristes. (p. 17)

La brutalité de l'invasion et de l'occupation du Liban ainsi que l'horreur des massacres de Sabra et Chatila ont une fois de plus fait tomber le masque de la cruauté sioniste. Les reportages écrits et télévisés sur la guerre ont soulevé des protestations à travers le monde, forçant Israël à dissimuler les faits et à nommer une commission officielle d'enquête. À travers la commission Kahan, le gouvernement israélien a mené sa propre enquête. « L'enquête » a conclu, comme on pouvait le prévoir, à une simple négligence des Israéliens qui auraient sous-estimé « *le gout des Arabes pour le sang* », mais n'ont eu aucun rôle direct dans les massacres de Sabra et Chatila. Il y a eu plus de 3 000 morts à Sabra et Chatila. [...]

LES LIBERTÉS INDIVIDUELLES ET LA LOI

Sur l'ensemble du territoire occupé par l'armée israélienne, tout soldat ou policier a le droit de retenir toute personne dont il pense qu'elle est suspecte d'avoir commis un délit. La loi ne fait pas obligation à l'autorité de préciser la nature du délit accompli ou préparé. Le caractère délibérément imprécis de ce statut a pour conséquence d'interdire aux Palestiniens des territoires occupés depuis 1967 de savoir pourquoi ils sont arrêtés ou détenus. (voir Lea Tsemel, *Prison Conditions in Israël*, 16 novembre 1982, p. 1)

Arrêté sur la base de soupçons, un Palestinien peut être détenu pendant 18 jours sur simple décision d'un officier de police. Une fois arrêté, un Palestinien peut se voir (en fait se voit pratiquement toujours) interdire l'accès à un avocat : le règlement prévoit que c'est l'administration de la prison qui décide si un avocat peut être autorisé à visiter un client. Dans les faits, les autorités carcérales considèrent que tout contact établi entre un détenu et un avocat avant la fin de l'instruction constituerait une entrave au déroulement de l'instruction. Cette décision peut être maintenue pendant tout le temps de la détention. Ainsi, les avocats ne rencontrent leurs clients qu'après que le prisonnier a avoué ou que les services de sécurité ont décidé que son interrogatoire était terminé. (Ordre des avocats des États-Unis, *Treatment of Palestinians in Israeli-Occupied West Bank and Gaza*, National Lawyers Guild, 1978, p. 89).

Les avocats israéliens affirment que cette pratique s'explique par le fait que le but attribué à l'instruction est d'obtenir des aveux. C'est dans ce but que les autorités soumettent le prisonnier à l'isolement, la torture et des conditions physiquement insupportables. Une fois arrêté, pendant une période, le détenu est méthodiquement privé de nourriture et de sommeil, doit rester debout les mains entravées par des menottes, les bras levés pendant de longues périodes, la tête recouverte d'un sac répugnant. Les prisonniers sont trainés sur le sol, battus, bourrés de coups de pieds, déshabillés et jetés sous des douches d'eau glacée. Injures et humiliations physiques sont monnaie courante, allant jusqu'à cracher ou à uriner dans la bouche d'un prisonnier ou le forcer à se traîner à terre dans une cellule bondée. L'instruction peut durer plusieurs mois jusqu'à ce que le détenu avoue et soit ainsi inculpé. Si le prévenu ne lâche pas sous la torture et n'accepte pas ainsi d'avouer, il peut être détenu administrativement sans être ni inculpé ni jugé.

AVEUX

L'aveu forcé est au centre de toutes les procédures utilisées contre les prisonniers palestiniens. Jusqu'en 1981, un prisonnier ne pouvait passer en jugement que sur la base d'aveux personnels. Un ancien juge de l'administration jordanienne qui défend de nombreux prisonniers palestiniens, précise :

Dans 90 % des cas que je traite, le prisonnier a été torturé ou battu. (Wasfi Masri, Sunday Times, 19 juin 1977)

Parce qu'en dépit de la torture, de nombreux prisonniers ont refusé de signer des aveux, le règlement militaire a été amendé, permettant aux tribunaux d'utiliser contre un prévenu comme preuve principale - et de fait seule preuve - le fait que son nom a été mentionné dans les aveux d'un autre inculpé. Tandis que la citation du nom d'un accusé par un autre prévenu constitue une preuve suffisante pour l'inculper, le cas sera considéré comme traité sans appel par l'accusation si les propres déclarations de l'accusé sont produites devant la cour. Si un prévenu refuse de reconnaître un délit, des officiers de renseignement sont cités comme témoins devant la cour afin d'affirmer que le prisonnier a fait des aveux oraux.

L'avocat palestinien Mohamed Na'amach, décrivant deux cas de ce type, fait remarquer que lorsque le prisonnier nie avoir passé aux aveux oraux, le tribunal considère que le témoignage d'un officier de renseignement constitue une preuve (entrevue avec l'auteur à Jérusalem, 2 février 1983). Tous les aveux sont rédigés en hébreu, une langue que pratiquement aucun des Palestiniens des territoires occupés depuis 1967 ne connaît. Lorsque les prisonniers refusent de signer car ils ne connaissent pas l'hébreu, ils sont injuriés.

L'officier a quitté la pièce et deux hommes en civil sont entrés. Je leur ai dit que je voulais savoir ce que je signalais. Ils ont commencé à me frapper. J'ai dit d'accord, d'accord, Je signe. (Shahadeh Shaladeh, Sunday Times, 19 juin 1977)

Il existe de nombreux cas où le texte hébreu signé par un prisonnier n'a rien à voir avec le texte qui lui avait été présenté en arabe. De tels aveux commencent invariablement par la formule : « *J'appartenais à une organisation terroriste...* » Ces mots ne seraient jamais utilisés par un membre de l'OLP ou d'une de ses composantes. En dépit du fait que de tels aveux sont faits dans une langue que les signataires ne connaissent pas, les tribunaux ont établi comme règle que les aveux sont irréversibles et qu'ils constituent une preuve globale de culpabilité.

Il est difficile de connaître le pourcentage exact de personnes arrêtées, interrogées et jugées. Il n'existe pas de statistiques publiques. Il ressort néanmoins des informations fournies par les avocats et la communauté palestinienne qu'il est évident que le nombre de Palestiniens interrogés et torturés est énorme. Les avocats palestiniens n'hésitent pas à dire que la plupart des hommes âgés de plus de 16 ans ont durant leur vie été, à un moment ou à un autre, interrogés et détenus pendant des périodes de durée variable. En 1980, les rapports de la presse israélienne estimaient que le nombre de Palestiniens emprisonnés à un moment ou à un autre de leur

vie après 1967 s'élevait à 200 000. Récemment, les avocats ont réévalué ce nombre à 300 000.

LES PROCÈS

Ceux qui passent en procès sont le plus souvent accusés de crimes politiques. Ce qui inclut :

- Atteinte à l'ordre public (une notion vague qui inclut n'importe quelle action, y compris une insuffisante soumission aux autorités israéliennes).
- Manifestation.
- Distribution de tracts et inscription de slogans.
- Appartenance à une organisation « illégale ».

Sont particulièrement visés tous les groupes qui tentent de constituer un parti politique palestinien à l'intérieur des frontières de 1967, comme El Aid (Le Pays), qui ne soutient pas explicitement l'existence d'un État juif, ou les organisations palestiniennes représentatives telles que le Comité d'assistance national de Cisjordanie. Les organisations affiliées à l'OLP sont également illégales. De nombreux jeunes des territoires occupés qui organisent des marches, des manifestations ou des meetings sont « accusés » de transport ou de jet de cocktails molotov. Un nombre significatif de gens sont jugés pour détention d'armes, attaques à main armée ou diverses formes d'opérations militaires ou de sabotage. Nombreux parmi ces cas sont ceux qui sont couverts par la clause du « *contact avec l'ennemi* » qui renvoie à toute organisation désignée par la sécurité israélienne comme sympathisant des aspirations palestiniennes à un État national.

Après 10 ans d'occupation, plus de 60 % des détenus à l'intérieur des frontières d'Israël d'avant 1967 et dans les territoires occupés depuis 1967 sont des Palestiniens reconnus coupables de crimes politiques. Tous les crimes politiques relèvent d'infractions à la « législation de défense d'urgence » de 1945, à la sécurité de l'État ou aux actes secrets sur les relations extérieures datant de 1967, les transformant ainsi en atteintes à la sécurité. Ceux qui tombent sous de telles accusations sont jugés par des tribunaux militaires. Ceci est tout aussi vrai pour l'État d'Israël – selon les frontières de 1967 – que pour les territoires occupés. Les Palestiniens sont rarement jugés par des tribunaux civils.

LA LÉGISLATION DE DÉFENSE D'URGENCE

D'après cette législation, un commandement militaire (le plus souvent le gouverneur militaire) peut de son propre chef et sans contrôle judiciaire :

- Emprisonner les gens indéfiniment.
- Interdire le droit de circulation dans ou hors des frontières de 1967 et

des territoires occupés.

- Expulser définitivement.
- Assigner à résidence à domicile, localement, au village ou à la ville.
- Interdire la jouissance du droit de propriété.
- Ordonner la démolition des habitations.
- Soumettre quiconque à un contrôle policier en lui demandant de pointer plusieurs fois par jour à la police locale.
- Transformer toute zone en zone de sécurité, que ce soit une ferme habitée, un village habité, un camp de réfugiés ou des terres tribales.
- Imposer la censure, soumettre les écrits, tracts, livres à la censure préalable, et en interdire la distribution.
- Perquisitionner à domicile et saisir des bibliothèques.
- Interdire tout rassemblement politique de plus de dix personnes.
- Interdire l'affiliation à une organisation politique.

Les arrêtés annexés à la « législation de défense d'urgence » se sont multipliés à un point tel qu'ils mettent en cause l'existence des Palestiniens dans les moindres détails. Règlements militaires affectant la Cisjordanie :

- La plantation de tomates et d'aubergines est soumise à une autorisation écrite.
- La réparation d'une maison ou d'une construction est soumise à une autorisation écrite.
- Le creusement de puits pour l'irrigation ou la consommation courante est interdite.

La « législation de défense d'urgence » fut tout d'abord adoptée par les Britanniques pour contrôler la population palestinienne des territoires sous Mandat. Elle fut revue en 1945 et utilisée par les Britanniques face aux raids armés de l'Irgoun et de la Haganah et pour limiter les acquisitions de terres par les sionistes. Ces lois furent condamnées en 1946 par le Syndicat des avocats hébreux.

*Les pouvoirs donnés aux autorités par la Législation de défense d'urgence dénie aux habitants de la Palestine les droits civils fondamentaux. Ces lois sapent les fondements du droit et de la justice ; elles constituent un danger sévère contre les libertés individuelles, elles instaurent un régime d'arbitraire sans contrôle judiciaire. (Arie Bober, *The Other Israel: The radical Case Against Zionism*, Anchor Books, p. 134)*

Yaakov Shimshon Shapira, qui devait devenir ministre de la justice de l'État d'Israël et une autorité en matière de droit, déclarait :

*Le régime instauré en Palestine par la législation de défense d'urgence est unique dans les nations civilisées. Même l'Allemagne nazie ne connaissait pas de telles lois ; les crimes nazis à Majdanek et dans des cas similaires étaient contraires aux lois en vigueur. Il n'y a que dans un pays occupé ou l'on trouve un système similaire au nôtre. (cité par Sabri Jiryis, *The Arabs in Israel*, MRP, 1976, p. 12)*

En dépit de ces affirmations des hautes autorités sionistes en matière de jurisprudence, cette législation a été intégrée au système juridique de l'État d'Israël. Depuis la fondation de l'État en 1948, les dispositions légales fondamentales sont demeurées inchangées. Ironie de l'histoire : les mêmes lois caractérisées par celui qui devait devenir le ministre de la Justice d'Israël comme « *sans parallèle dans un pays civilisé* » et condamnées par les avocats sionistes comme « *déniant les fondements des droits de l'homme* » sont celles qui ont été adoptées. Comme le souligne Yaakov Shimpson Shapira : « *Ce n'est que dans un territoire occupé que l'on peut trouver un système similaire au nôtre.* »

Le peuple palestinien, qu'il soit à l'intérieur des frontières de 1967, à Jérusalem-Est ou en Cisjordanie, ou sur la bande de Gaza, vit en territoire occupé.

LA PRÉDOMINANCE DE LA TORTURE

L'usage de la torture dans les prisons israéliennes a fait l'objet d'études approfondies. En 1977, le *Sunday Times* de Londres a fait durant cinq mois une enquête. Confirmation a été apportée à cette preuve. Les documents présentés de cas de tortures se situaient « *pendant les dix années d'occupation israélienne* » depuis 1967. Elle faisait état de 44 Palestiniens qui avaient été torturés. Ils rendaient compte de ces pratiques dans sept centres : des prisons à l'intérieur des quatre principales villes de Naplouse, Ramallah, Hébron et Gaza ; le centre d'interrogatoire et de détention de Jérusalem connu sous le nom de quartier russe ou Moscobiya ; et des centres militaires spéciaux situés à Gaza et Sarafand (voir *Sunday Times*, 19 juin 1977).

L'enquête donna des résultats concrets : les interrogateurs israéliens maltraièrent et torturaient régulièrement les prisonniers arabes. Les prisonniers sont recouverts d'une cagoule ou ont les yeux bandés et sont suspendus par les poignets pendant de longues périodes. Beaucoup sont frappés sur les organes génitaux ou sexuellement violentés d'autres manières. Beaucoup sont violés. À d'autres, on administre des chocs électriques.

Les prisonniers sont placés dans des « *placards à balais* » spéciaux de 60 cm de côté et 150 cm de haut avec des pointes installées dans le sol. Les mauvais traitements, y compris les « *passages à tabac prolongés* », sont universels dans les prisons et centres de détention israéliens. La torture est si

répandue et systématique, conclut le *Sunday Times*, qu'elle ne peut être considérée comme l'œuvre de « *flics brutaux* » allant au-delà des ordres. C'est réellement une politique délibérée et tous les services de sécurité et de renseignement israéliens sont impliqués :

- Shin Beth, le service du renseignement intérieur, remet ses rapports directement au cabinet du premier ministre,
- AMAN, le service secret militaire, remet ses rapports au ministre de la défense,
- Mossad, le service du renseignement extérieur et des opérations spéciales.

[...]

Les modes de torture rapportés sont semblables à ceux trouvés dans des centaines de témoignages publiés par les avocats israéliens Felicia Langer et Leo Tsemel, par les avocats palestiniens Walid Fahoum et Raja Shehadeh, par Amnesty International et l'Association nationale des avocats, ainsi que la série de comptes rendus que l'auteur a rassemblés en documents d'anciens prisonniers :

- Leah Tsemel, *Political Prisoners in Israël, an Overview*, 1982
- Leah Tsemel & Walid Fahoum, *Nafha is a Political Prison*, 1980
- Felicia Langer, *With my own eyes*, Ithaca Press, 1975
- Felicia Langer, *These are my brothers*, Ithaca Press, 1979
- Jamil Ala'al-Din & Melli Lerman, *Prisoners and Prisons in Israel*, Ithaca Press, 1978
- Walid Fahoum, deux livres sur des cas historiques, disponibles en arabe
 - Raja Shehadeh, *Occupier's Law : Israel and the West Bank*, Institute for Palestine Studies, 1985
- Délégation au Proche-Orient de l'Ordre des avocats américains, *Treatment of Palestinians in Israeli Occupied West Bank and Gaza*, 1978
- Amnesty International, *Rapport*, 21 octobre 1986
- Ralph Schoenman & Mya Shone, *Prisoners in Israel*, Veritas Press, 1984 [...]

Les observations ainsi recensées sont établies en Cisjordanie dès 1968, un an après que l'occupation a commencé. Bien que le Comité international de la Croix Rouge ait comme principe de ne pas faire de déclarations publiques, il a préparé en 1968 un document sur la torture. Son *Rapport sur la prison de Naplouse* se concluait ainsi :

Un certain nombre de détenus ont subi des tortures pendant des interrogatoires de la police militaire. Selon les preuves, la torture a pris les formes suivantes : 1. Suspension du détenu par les mains et tractions simultanées de ses autres membres pendant des heures jusqu'à ce qu'il perde conscience. 2. Brûlures avec des cigarettes. 3. Coups de verges sur les parties génitales. 4. Attaché et les yeux bandés pendant plusieurs jours. 5. Chocs électriques sur les tempes, la bouche, la poitrine et les testicules.

ASSIGNATION À DOMICILE ET INTERDICTION DE QUITTER LA VILLE

Selon l'article 109 de l'état d'urgence, un gouverneur militaire peut obliger n'importe qui à vivre là où il le décide. Il fait consigner les gens chez eux ou dans la ville. Le voyage et l'association peuvent être également restreints. De telles peines sont émises pour six mois mais elles peuvent être renouvelées indéfiniment. Dans certains cas, des personnes en ont été l'objet « *jusqu'à nouvel ordre* ».

Ceux qui sont ainsi assignés à résidence chez eux ou dans la ville, ou qui ne peuvent pas voyager, ne sont pas officiellement accusés ni ne comparaissent devant un tribunal. Le gouverneur militaire qui émet l'ordre n'est pas tenu de spécifier la nature de l'infraction. Bien que la personne concernée ait le droit de porter son cas devant un tribunal militaire d'appel et la Cour suprême israélienne, il est très rare que la cour conteste une décision fondée sur des motifs de sécurité et il est très difficile pour les victimes et leur avocat de préparer leur défense. En effet, un gouverneur militaire refusera de spécifier le détail de l'accusation ou la preuve qui la fonde.

L'article 109 a été utilisé contre les Palestiniens en Israël aussi bien que dans les territoires occupés depuis 1967. Il a été utilisé contre des intellectuels, des journalistes, des professeurs, des artistes, des avocats, des syndicalistes, des étudiants et des personnalités politiques. Nombre d'entre eux, mais pas tous, loin s'en faut, avaient critiqué ouvertement la politique israélienne et soutenu publiquement le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. De juin 1980 à mai 1982, Amnesty International nota que 136 interdictions de ce genre furent lancées touchant 77 personnes (American-Arab Anti-Discrimination Committee, *The Bitter Year: Arabs Under Israeli Occupation in 1982*, ADC, 1983, p. 211). 100 interdictions furent émises en septembre 1983 après les événements commémorant le premier anniversaire du massacre de Sabra et Chatila. Et cette politique se poursuit.

LES PRISONS

Les prisons israéliennes sont essentiellement des prisons politiques. Elles renferment surtout des Palestiniens soupçonnés, accusés et à l'occasion - sur la foi des aveux forcés - « reconnus coupables » d'avoir accompli, encouragé

ou projeté des actes de résistance pacifique ou armée. Bien que les statistiques concernant le nombre total de prisonniers détenus ne soient pas accessibles, le nombre de prisonniers en prisons de haute sécurité et soumis à de lourdes peines approche en permanence les 3 000 ; 30 Palestiniennes sont emprisonnées à Neve Tertza, sans compter celles qui viennent du Liban. Les avocats estiment que 20 000 Palestiniens sont emprisonnés chaque année.

On compte dix prisons à l'intérieur des frontières d'avant 1967 dont Kfar Yonah, la prison centrale de Ramle, Shattah, Damun, Mahaneh Ma'siyahu, Beersheba, Tel Mond (pour les adolescents), Naphia, Ashkelon et Neve Tertza. Neuf prisons sont situées dans les territoires occupés depuis 1967 : Gaza, Naplouse, Ramallah, Bethléem, Fara'ata), Jéricho, Tulkarem, Hébron et Jérusalem. Il y a des centres de détention régionaux à Yagur (Jalameh) et Atlit près de Haïfa, à Aber Kabir à Tel-Aviv et Moscobiya à Jérusalem. De plus, les quartiers de la police à Haïfa, Acre, Jérusalem, Tel-Aviv, les dix-huit postes de police répartis sur tout le territoire d'Israël et les quarante avant-postes dans les territoires occupés sont utilisés pour la détention de suspects qui y sont interrogés et torturés (voir Jamil Ala' al-Din and Melli Lerman, *Prisoners and Prisons in Israel*, Ithaca, 1978, p. 3).

Les installations militaires dans tout le pays servent également de centres d'interrogatoires et de tortures. Les prisonniers affirment tous que le plus barbare de tous ces centres est Armon ha Avadon appelé le « *palais de l'Enfer* » et le « *palais de la Mort* ». Il se trouve à Mahanah Tzeffin, près de Sarafand.

Enfin, des camps de détention avec des tentes pour uniques abris sont installés pour garder les prisonniers palestiniens amenés du Liban lors de l'invasion de 1982, comme les jeunes raflés lors du mouvement de résistance actuel. Meggido, Anbar II (à Gaza) et Dhahriyeh sont devenus des centres de détention célèbres pour leurs conditions inhumaines et la pratique routinière de la torture. [...]

LE POUVOIR ARBITRAIRE DES AUTORITÉS PÉNITENTIAIRES

La bureaucratie des prisons a sa propre loi. En pénétrant dans ce domaine, le citoyen perd tout droit. Il ou elle se trouve soumis à une autorité complètement arbitraire exercée par des gens sélectionnés pour leur dureté.

L'ordonnance sur l'appareil carcéral (révisée en 1971) comporte 114 clauses. Il n'existe aucun article qui définisse les droits du prisonnier. L'ordonnance fournit un cadre réglementaire légal contraignant au ministre de l'Intérieur, mais c'est le ministre qui entérine ces règlements par décrets administratifs. Il n'existe aucune disposition stipulant les obligations incombant aux autorités et aucune clause garantissant aux prisonniers un niveau de vie minimum.

En Israël, il est tout à fait légal d'enfermer vingt détenus dans une cellule de cinq mètres de long sur quatre de large et trois mètres de haut. Cet espace comprenant des cabinets non isolés. Des prisonniers peuvent être indéfiniment enfermés dans de telles cellules vingt-trois heures par jour.[...]

Les prisonniers politiques déclarent fréquemment que les conditions dans les centres de détention et les prisons de l'État d'Israël d'avant 1967 comme des territoires occupés depuis 1967 sont étudiées pour les détruire tant physiquement que psychologiquement.

Les coups. Dans toutes les prisons, où qu'elles soient situées, les prisonniers sont battus. À Ramle, cela se passe dans les cachots ou les « cellules d'isolement ». Un certain nombre de gardiens s'attaquent au prisonnier, le battent à coups de poings, de bottes et de gourdins faits de manches de houe en bois qui sont entreposés dans un réduit attenant aux cachots. À Damun, les coups sont administrés d'une façon plus primitive. Cela se passe en public dans la cour. Les gardiens les plus brutaux sont responsables du véhicule de transport des prisonniers qui fait trois voyages par semaine du centre d'Abu Kabir à la prison de Shattah. Il s'arrête dans toutes les prisons d'Israël sauf Ashkelon et Beersheba. Chaque voyage de la aboutit à de sauvages passages à tabac. Sous le plus léger prétexte, les gardes font sortir leur victime aux arrêts suivants et « *la frappent jusqu'à ce qu'elle soit méconnaissable* ».

L'isolement. Aux termes de la loi, l'isolement n'est pas considéré comme une punition. En réalité, peu de gens peuvent survivre de nombreux mois dans des cellules d'un mètre sur deux mètres cinq, vingt-trois heures par jour. Jusqu'ici, aucun prisonnier ayant fait une tentative verbale pour conserver sa dignité n'a pu éviter les passages en cellule d'isolement.

Le travail forcé. Il est organisé « *de façon à empoisonner la vie des prisonniers* » (Jamil Ala'al Din et Melli Lerman, p. 26). Les prisonniers palestiniens sont délibérément affectés à la production de bottes pour l'armée israélienne, de filets de camouflage, etc. Ceux qui refusent se trouvent privés de « privilèges » tels que l'achat de produits à la cantine, de sorties hors de la cellule, de livres et journaux ainsi que du nécessaire pour écrire. Certains sont punis d'isolement. Le salaire moyen pour ce travail est de 5 cents de l'heure. Le travail forcé est mis en œuvre pour accroître au maximum la pression physique et émotionnelle. C'est également un moyen d'exploitation.

La nourriture. L'alimentation est insuffisante et les budgets alimentaires sont réduits au minimum. La viande, les légumes et les fruits alloués sont souvent détournés par le personnel. Les œufs, le lait et les tomates sont considérés comme un luxe pour les prisonniers.

Les soins médicaux. En 1975, un prisonnier de Damun s'est ouvert les poignets. Ses camarades ont appelé les gardiens. Un groupe de trois d'entre eux est arrivé. L'infirmier a ouvert la cellule et, saisissant le prisonnier, l'a martelé au visage à plusieurs reprises sans souffler mot. Le prisonnier est

tombé au sol, l'infirmier a continué à le rouer de coups de pieds. Les prisonniers sont enfermés dans des bâtiments inappropriés. Ils souffrent pendant l'été de la chaleur harassante. En hiver, l'humidité pénètre « jusqu'aux os ». À la prison de Ramle, un tiers de la population pénitentiaire souffre d'engelures aux mains et aux pieds terribles. Le seul traitement permis est l'emploi de vaseline et encore il est rarement toléré. Les détenus qui purgent une peine au-delà de quelques mois quittent la prison avec des infirmités permanentes. Les moyens d'éclairage sont si faibles que les prisonniers ont la vue détériorée. Les maladies rénales et les ulcères sont cinq fois plus élevés que pour le reste de la population.

Asafirs. Depuis 1977, les prisonniers font état de ce que dans chaque prison, la torture est également pratiquée par un petit groupe de collaborateurs dont certains ne sont pas de véritables prisonniers mais plutôt des informateurs infiltrés. Qu'il s'agisse de prisonniers acceptant de collaborer ou de moutons, le procédé a été institutionnalisé. Dans chaque prison et centre de détention, des pièces spéciales sont prévues pour les collaborateurs, appelés « *asafir* » ou « *oiseaux chanteurs* ». Le plus souvent, les « *asafir* » sont des criminels endurcis choisis pour leur férocité. D'autres sont sélectionnés parmi ceux qui sont accusés de crimes politiques bien que sans passé politique. Ces derniers se voient accorder des privilèges en rapport avec les services rendus.

DES CAS QUI NE SONT PAS ISOLÉS

Alors que tout est fait pour faire croire aux prétentions démocratiques et humanistes d'Israël, les faits présentés, comme d'ailleurs les faits accumulés dans toutes les études sur la colonisation sioniste et le régime appliqué en Palestine, font voler en éclats cette façade. Les cas individuels exposés ne sont ni des facteurs isolés ni le produit de circonstances exceptionnelles. Les cas cités ne diffèrent pas fondamentalement les uns des autres.

Les bourreaux ne sont pas des flics déviants, isolés et incontrôlés. Ils appartiennent à toutes les sections de la police israélienne et des divisions de sécurité qui ne font ainsi que leur devoir.

La violence est la norme pour traiter les Palestiniens, qu'il s'agisse de paysans qui amènent leurs produits au marché ou de jeunes jetant des pierres, des citoyens palestiniens d'Israël d'avant 1967 comme de résidents des territoires occupés en 1967 ou plus tard. La torture est un pilier fondamental du système : la coercition est un pas vers l'aveu, et l'aveu est nécessaire à la condamnation.

Le traitement réservé aux prisonniers ne change pas en fonction du parti politique qui est au pouvoir. Si le premier ministre Menahem Begin qualifiait les Palestiniens d'« *animaux à deux jambes* », les brutalités systématiques à l'égard des détenus palestiniens sont tout aussi sévères sous le

gouvernement travailliste. Comme le disait l'ancien premier ministre David Ben Gourion :

Le régime militaire existe pour défendre le droit à l'implantation juive partout. (cité par Arie Bober, *The Other Israel: The radical Case Against Zionism*, Anchor Books, p. 138) [...]

LES QUATRE NON

La plateforme politique du Parti travailliste de 1984 fut rendue publique par des annonces publicitaires pleine page dans les deux principaux journaux israéliens *Maariv* et *Haaretz*. Les annonces mettaient l'accent sur les « Quatre non » :

Non à un État palestinien. Non aux négociations avec l'OLP. Non au retour aux frontières de 1967. Non au retrait d'une quelconque implantation.

Ces annonces se prononçaient pour l'accroissement du nombre d'installations de colons en Cisjordanie et à Gaza, totalement subventionnées et protégées.

En 1985, le président d'Israël Chaïm Herzog, dirigeant du Parti travailliste, fit écho aux positions de Sharon et Shamir amplifiées par Oded Yinon.

Nous ne sommes certainement pas désireux de faire des Palestiniens nos partenaires de quelque manière que ce soit dans un pays qui est sacré pour notre peuple depuis des milliers d'années. Il ne peut y avoir aucun partenaire des Juifs dans ce pays. (Yosi Berlin, *Meichuro Shel Ichud*, 1985, p. 4)

Comme pour camp David, un bantoustan sur une partie de la Cisjordanie et de Gaza ne serait qu'un prélude à la « dispersion » finale. Faire entrer de force 2,5 millions de Palestiniens en Jordanie est une autre mesure intermédiaire, car « l'espace vital » israélien ne s'arrête pas au Jourdain.

Il devrait être clair, quelles que soient la situation politique ou les combinaisons militaires futures, que la solution du problème des indigènes arabes ne sera possible que lorsqu'ils reconnaîtront l'existence d'Israël dans des frontières sûres jusqu'au Jourdain et au-delà comme un besoin vital pour nous dans cette époque difficile dans laquelle nous entrerons bientôt : l'ère nucléaire. (dans Israël Shahak, *The Zionist Plan For the Middle East*, AAUG, 1982, p. 18)

ISRAËL ET LE POUVOIR DES ÉTATS-UNIS

Si le peuple palestinien affronte la destruction de son existence organisée par Israël, un fait doit être souligné : l'État sioniste n'est rien d'autre qu'une extension du pouvoir des États-Unis dans la région. Les plans d'extermina-

tion d'Israël, les occupations et extensions de territoire se font au compte de la principale puissance impérialiste de la planète. Quelles que soient les divergences tactiques qui parfois apparaissent entre Israël et les États-Unis, il n'y a aucune campagne sioniste qui puisse être menée sans l'appui de son principal garant. Entre 1949 et 1983, les gouvernements américains ont attribué 92,2 milliards de dollars en aide militaire, économique, prêts, subventions spéciales et « gratifications et dons » déductibles des impôts (voir Mohammed El Khawas & Samir Abeb Rabbo, *American Aid to Israel*, Amana Books, 1984).

Peu de pays dans l'histoire ont été aussi dépendants d'un autre qu'Israël l'est à l'égard des États-Unis. L'essentiel des armes d'Israël proviennent des États-Unis - soit sous forme de dons, soit comme prêts à long terme à taux d'intérêt très faible, dont peu de personnes considèrent sérieusement qu'ils seront remboursés. La survie d'Israël est garantie et subventionnée par Washington. Sans les armes américaines, Israël perdrait l'avantage qualitatif et quantitatif que le président Reagan a promis de préserver pour eux. Sans cette aide économique, le crédit d'Israël disparaîtrait et son économie s'effondrerait. En d'autres termes, Israël ne peut faire que ce que lui permet Washington. Israël n'ose pas lancer une seule opération militaire sans l'accord tacite de Washington. Lorsqu'une offensive militaire est entreprise, le monde entier suppose à juste titre qu'elle a l'accord tacite de Washington. (Joseph Harsh, *Christian Science Monitor*, 5 août 1982)

L'État israélien ne doit pas être confondu avec le peuple juif. Historiquement, le sionisme est une idéologie minoritaire. Un État n'est qu'un appareil qui défend des relations économiques et sociales spécifiques. C'est une structure de pouvoir et son but est, sous quelque forme qu'il se présente, de contraindre et d'imposer l'obéissance. Même si l'État d'apartheid d'Israël était confiné à un bateau ancré au large d'Haïfa, il constituerait un scandale. Pas plus qu'à l'Afrique du Sud, au Chili de Pinochet ou à l'État américain (dirigé par 2 % de la population contrôlant 90 % de la richesse nationale), nous ne lui devons fidélité.

DU SANG, DE LA SUEUR ET DES LARMES

Il y a près de 50 ans, un orateur s'éleva. Il ne s'élevait pas contre l'occupation de son pays ou la liquidation des 3/4 de ses villes et villages. Il ne réagissait pas aux massacres, aux emprisonnements massifs, aux camps de détention et à la torture. Il ne dénonçait pas le vol de la terre et de la propriété d'un peuple entier ou sa transformation soudaine en une masse de réfugiés misérables vivant dans des camps de toiles, pourchassés et persécutés où qu'ils fuient. Il ne dénonçait ni les quarante ans d'épreuve émaillés d'incessants bombardements, d'invasions et de nouvelles dispersions. Il ne réagissait qu'à quelques semaines de bombardements sporadiques lorsqu'il prononça ces paroles mémorables :

Je n'ai rien d'autre à vous offrir que du sang, des larmes et de la sueur. Vous demandez : « Quelle est notre politique ? » Je dis qu'elle est de faire la guerre, sur mer, terre et air. Avec notre puissance et la force que Dieu peut nous donner pour faire la guerre contre une monstrueuse tyrannie, jamais égalée dans le sombre et lamentable catalogue des crimes humains. Voilà notre politique. Vous demandez : « Quel est notre but ? » Je réponds par un mot : la victoire. La victoire à tout prix. La victoire malgré toute la terreur. La victoire même si la route doit être longue et dure. Parce que sans notre victoire, il ne peut y avoir pour nous de survie, il faut bien le comprendre, pas de survie. Je suis convaincu que notre cause ne connaîtra pas l'échec et je me sens en droit de demander l'aide de tous.

Et une semaine après, il déclarait :

Nous défendrons notre pays, quel qu'en soit le prix. Nous nous battons sur les plages. Nous nous battons dans les zones de débarquement. Nous nous battons dans les champs. Nous nous battons dans les rues. Nous nous battons dans les collines. Nous ne nous rendrons jamais. Et même si, ce que je ne crois pas un instant, cette île était envahie et affamée, nous continuerions la lutte.

Qu'est-ce qui fait que pour Winston Churchill, dirigeant de la puissance impérialiste qu'est la Grande-Bretagne, s'exprimer ainsi soit acceptable, mais que cela soit illicite de la part du peuple palestinien ? Rien d'autre que le racisme endémique qui marque la conscience de notre société.

Churchill a été un porte-parole belliqueux de l'impérialisme britannique, particulièrement en Palestine et dans le monde arabe. Si Churchill est autorisé, démagogiquement, à lancer un appel à résister à l'agression et à l'attaque, combien plus encore le peuple palestinien est-il en droit de se battre, de résister à l'occupation, de combattre pour sa survie et pour la justice sociale.

UNE STRATÉGIE POUR LA RÉVOLUTION

Il y a plus de six millions de colons d'origine européenne en Afrique du Sud. La population afrikaner et celle d'origine britannique ont vécu en Afrique du Sud depuis de nombreuses générations. Pourtant, très peu de gens en général, et encore moins parmi ceux qui prétendent défendre l'autodétermination pour les Noirs d'Afrique du Sud, proposent la création de deux États, un État européen dont la sécurité serait garantie, aux côtés d'un État africain démilitarisé. En fait, c'est précisément l'existence d'un tel aménagement sous la forme des bantoustans en Afrique du Sud qui a rendu totalement indéfendable cette couverture de la préservation de la domination raciste.

De la même façon, dans l'Algérie coloniale et en Rhodésie du Nord et du Sud, l'importante population de colons européens -dont un grand nombre sont les descendants de plusieurs générations de colons- ne se sont pas vu accorder un statut séparé, et encore moins un « État des colons » sur la terre usurpée au peuple opprimé. Bien au contraire, en Afrique du Sud -comme en Algérie, en Zambie ou au Zimbabwe- il est admis que l'autodétermination d'un peuple colonisé ne peut être identifiée à la création d'un tel État de colons. C'est un tour de passepasse que de suggérer que, ayant dépossédé la population autochtone par la force, les colons ont maintenant un droit équivalent sur le territoire conquis.

Si c'est universellement admis par ailleurs, pourquoi cette exception injustifiable lorsqu'il s'agit d'Israël ? Ceux qui voudraient imposer au peuple palestinien leur exigence qu'il reconnaisse l'État-apartheid d'Israël savent parfaitement que les droits nationaux d'un peuple colonisé ne s'étendent pas à leurs colonisateurs. En Israël comme en Afrique du Sud, la simple justice exige le démantèlement de l'État-apartheid et son remplacement par une Palestine démocratique et laïque, où la citoyenneté et les droits ne soient pas déterminés par des critères ethniques.

En réalité, les soi-disant défenseurs des droits de l'homme pour les Palestiniens qui réclament l'acceptation et la reconnaissance de l'État d'Israël, ne font qu'agir, quel que soit leur déguisement, en tant qu'avocats de l'État colonial en Palestine. Leur plaidoirie utilise le paravent prétendument de gauche de l'autodétermination pour les « deux » peuples, mais cette utilisation spécieuse du principe de l'autodétermination est en fait la traduction d'un appel masqué à l'amnistie pour Israël.

De nombreux soi-disant « réalistes » argumentent en disant que la reconnaissance par les Palestiniens du « droit » de l'État-apartheid d'Israël à l'existence rapprochera la date à laquelle la naissance d'un État palestinien sera autorisée par les sionistes. Mais ce raisonnement n'est pas très convaincant. Les sionistes ne s'appuient pas pour leur propre État sur une reconnaissance verbale, mais sur la force armée.

L'acceptation, la reconnaissance et, par voie de conséquence, la légitimation par les Palestiniens de la conquête meurtrière de leur pays ne feraient qu'autoriser les sionistes à affirmer que ce sont les 40 ans d'intransigeance de la part des opprimés qui sont responsables de leurs souffrances. Cela enterrerait la prétention qu'Israël était une construction légitime dès le départ. Cela invaliderait rétroactivement le droit à la résistance des opprimés et fournirait un alibi à l'exigence sioniste que seuls les Palestiniens qui ont capitulé et reconnu Israël par le passé, acceptant sa légitimité, aient le droit de négocier avec Israël. Lorsqu'on danse avec le diable, on parle avec son haleine.

Et les Palestiniens qui vivent à l'intérieur des frontières de 1967, et les Juifs eux-mêmes ? Est-ce que l'apartheid cesserait en Afrique du Sud, ou l'État sud-africain serait-il transformé par la reconnaissance de son droit à l'existence ? Servirions-nous les intérêts du peuple du Paraguay ou du Chili en acceptant les prétentions à la légitimité de Stroessner ou Pinochet, ou en ratifiant l'existence des États qu'ils ont construits ?

UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE

En dépit des réponses évidentes à toutes ces questions, il y a néanmoins un nombre croissant de gens qui aujourd'hui poussent activement à la mise en place d'une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient dans le but d'établir un « mini-État » palestinien aux côtés de l'État d'Israël.

Le 10 janvier 1988, par exemple, *Al Fajr*, un hebdomadaire palestinien de Jérusalem, publiait une annonce signée par des personnalités juives et arabes qui demandaient une « *solution pacifique au conflit israélo-palestinien* » qui « *garantirait les droits nationaux à la fois israéliens et palestiniens* ». Dans une interview, Hanna Siniora, éditeur d'*Al Fajr*, précisait comment les « droits nationaux » israéliens et palestiniens pourraient être assurés dans une telle conférence de paix internationale.

Une association entre Israël, la Jordanie et un État palestinien, comparable à celle du Bénélux, avec une Cisjordanie démilitarisée comme le Luxembourg. Les Palestiniens, Arafat compris, accepteraient l'autonomie comme un pas intermédiaire vers l'indépendance. L'autonomie est un pas qui conduirait éventuellement à des négociations entre l'État d'Israël et l'OLP, aboutissant à l'émergence d'un État palestinien comme produit de ces négociations. (Reuters, 18 janvier 1988)

Siniora a rencontré le secrétaire d'État George Shultz à Washington le 28 janvier pour discuter de cette proposition. Cette rencontre avec Siniora s'est produite quelques jours seulement après que le président de l'OLP Yasser Arafat a annoncé qu'il souhaitait établir des tractations avec Israël et les États-Unis.

Arafat dit que si ces pays (Israël et les États-Unis) sont d'accord pour une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient, il reconnaitra le droit à l'existence d'Israël. La Maison-Blanche considère cela comme un signe encourageant... (Associated Press, 17 janvier 1988)

UN ÉTAT PALESTINIEN « CROUPION »

Un ancien sous-secrétaire d'État sous la présidence de Kennedy et sous celle de Johnson, a expliqué comment les États-Unis et Israël devraient envisager la conférence pour la paix.

On répondrait largement aux inquiétudes d'Israël sur sa sécurité par la mise par écrit de sauvegardes rigoureuses et contraignantes dans le cadre d'un traité formel, qui interdirait au nouvel État (palestinien) d'avoir une quelconque force armée propre et limiterait le nombre et le type d'armes auxquelles aurait droit sa police. Comme précaution supplémentaire, son instauration s'accompagnerait de la mise en place de postes de surveillance plus importants et plus nombreux et efficaces que ceux qui fonctionnent actuellement au Sinaï sous le contrôle d'Israël à la suite des accords de paix avec l'Égypte... Si les États-Unis ne cherchent pas sérieusement à mettre d'accord les parties en présence, la guerre en terre sainte s'étendra et s'intensifiera ; tôt ou tard, les États arabes voisins -et même l'Égypte- seront entraînés dans la tourmente. (George Ball, Los Angeles Times, 17 janvier 1988)

Ball explique que la mise en place de ce qu'il admet ouvertement être un « État palestinien croupion en Cisjordanie » est une urgence. La « tourmente » dont ce porte-parole de l'impérialisme est si effrayé, c'est l'émancipation des masses arabes de la région à l'égard de l'État colonisateur d'Israël ; des cheiks féodaux de la péninsule arabique et du Golfe ; et du régime égyptien, qui a réduit les travailleurs et les paysans d'Égypte à un niveau de pauvreté pire que celui qui existait sous le roi Farouk.

Une conférence internationale organisée pour légitimer les intérêts et la sécurité de l'État-apartheid d'Israël en échange d'un « bantoustan » palestinien ne pourra jamais être viable sauf si une direction palestinienne venait à fournir à ce plan sa caution. Une telle issue ne ferait que transmettre à l'OLP la tâche peu enviable de mettre au pas le peuple palestinien et de convertir l'autodétermination en une nouvelle réplique attristante des régimes vénaux qui sont la plaie des masses arabes, de la Jordanie à la Syrie en passant par l'Égypte et le golfe Persique.

Il y a quelques années à peine, aucun nationaliste palestinien n'aurait osé s'associer à une tentative aussi criante de trahison des longues années de lutte du peuple palestinien pour son autodétermination et son émancipation, et encore moins transformer la cause palestinienne en une plaidoirie pour obtenir le rôle de préservation du statu quo dans la région - avec la pauvreté écrasante, l'exploitation permanente et la subordination au contrôle de l'impérialisme qui y règnent. Ceux qui prétendent que c'est une solution concrète que de proposer deux États parce que ce plan a plus de chances d'être accepté sont coupables, sauf leur respect, de ce que Charles Mills appelait « le réalisme du fou ».

Il n'y a jamais eu aucune composante du sionisme -de sa « droite » effective à sa « gauche » autoproclamée- qui ait accepté l'existence d'un État palestinien sous une forme compatible avec l'autodétermination. Ben Gourion, Dayan, Yinon l'ont clairement fait comprendre : tous les sionistes, loin de vouloir abandonner leur contrôle sur la Cisjordanie et Gaza, sont occupés à comploter pour conquérir le Koweït.

Le jour où les droits africains ou palestiniens seront assurés avec la bénédiction de l'Afrique du Sud-apartheid ou d'Israël la sioniste sous le contrôle des États-Unis, ce jour-là nous apprendrons que Caligula était un disciple de Jésus, Hitler un adepte de Marx. Pendant ce temps, ceux qu'on torture, qu'on tue, qu'on opprime ne peuvent se permettre les fantaisies de leurs amis réformistes plein d'esprit pratique ; le prix de pareilles illusions se paye dans le sang. « *L'État croupion palestinien* » dont rêve George Ball sera créé pour les privilégiés sur le dos des pauvres palestiniens. Les dirigeants palestiniens qui adoptent cette invention -modélée sur les exemples inspirateurs des royaumes assujettis des cheiks du Golfe et des bantoustans africains- deviendront les Jiang Jieshi (Chiang Kai-Shek), Moïse Tshombé ou roi Hussein de la Palestine souffrante.

POUR UNE PALESTINE DÉMOCRATIQUE ET LAÏQUE

On ne pourra jamais promouvoir les droits du peuple palestinien de cette façon.

La réponse est devant nous dans le soulèvement des masses palestiniennes. Ce combat requiert une stratégie politique qui établisse la nécessité du démantèlement de l'État sioniste d'Israël et de l'établissement d'une Palestine démocratique et laïque. Il s'agirait d'une Palestine où les droits seraient reconnus à tous quelle que soit leur race ou leur religion. Un tel programme a été avancé au départ par le Fatah, l'organisation d'Arafat, en 1968, bien qu'il ait été depuis abandonné pour une solution « bi-étatique ». La Palestine démocratique envisagée par le Fatah était une nation « où les Juifs et les Palestiniens vivraient égaux et sans discrimination ».

Nous disons « non » à l'État sioniste, mais « oui » au peuple juif de Palestine. À ces derniers, nous disons : « Vous êtes les bienvenus pour vivre sur notre terre, mais à une condition : vous devez être prêts à vivre parmi nous en égaux, non en dominateurs ». J'ai moi-même toujours dit qu'il y a une seule garantie pour la sauvegarde et la sécurité du peuple juif en Palestine - et c'est l'amitié des Arabes parmi lesquels ils vivent. (Alan Hart, Arafat: Terrorist or Peacemaker, Sidgwick & Jackson, 1984, p. 275)

Un document soumis par l'organisation d'Arafat, le Fatah, au II^e Congrès mondial sur la Palestine, en septembre 1970, établit le cadre d'une Palestine démocratique encore plus clairement (ce document, il faut le noter, rejette catégoriquement la conception du « mini-État »).

La Palestine d'avant 1948 - comme la définissait le mandat britannique - est le territoire que nous devons libérer... Il devrait être très clair à cette étape que la nouvelle Palestine dont nous discutons n'est pas la Cisjordanie occupée ni la bande de Gaza, ni les deux. Ce sont là des régions occupées par les Israéliens depuis juin 1967. La terre natale des Palestiniens usurpée et colonisée depuis 1948 ne nous est pas moins chère ni importante à nos yeux que celle occupée depuis 1967. De plus, l'existence même de l'État raciste oppresseur d'Israël, fondé sur l'expulsion et l'exil forcé d'une partie de ses citoyens, ne serait-ce que du plus minuscule village, est inacceptable pour la révolution. Tout arrangement qui s'accommoderait de l'État colon agresseur est inacceptable... Tous les juifs, musulmans et chrétiens qui vivent en Palestine ou en ont été exilés par la force auront droit à la citoyenneté palestinienne... Cela signifie que tous les Palestiniens juifs - pour l'instant israéliens - auront les mêmes droits pourvu bien sûr qu'ils rejettent le chauvinisme raciste sioniste et acceptent pleinement de vivre comme des Palestiniens dans la Palestine nouvelle (...). La révolution est convaincue que la majorité des Juifs israéliens actuels modifiera son attitude et souscrira à la nouvelle Palestine, en particulier après que la machine d'État, l'économie oligarchique et la hiérarchie militaire aient été détruites. (Documents of the Palestinian Resistance Movement, Pathfinder, 1971, p. 4-5)

S'ADRESSER À LA CLASSE OUVRIÈRE JUIVE

Comme le note à juste titre le document du Fatah de 1970, l'avenir du combat du peuple palestinien est lié à une stratégie politique qui s'adresse aux travailleurs juifs et qui appelle les Juifs à rejoindre les Palestiniens dans leur lutte pour une Palestine laïque et démocratique.

De fait, au sein de l'État sioniste, 70 % environ de la population colonisatrice sont constitués par les Juifs orientaux (essentiellement sépharades). Ils viennent de pays pauvres et le plus souvent soumis à des régimes rétrogrades. La grande masse des Juifs orientaux sont pauvres. Et les moyens utilisés pour les maintenir dans une sujétion économique et politique sont les mêmes que ceux utilisés dans n'importe quel ghetto, *barrio* ou banlieue ouvrière des États-Unis ou d'ailleurs. Les Juifs orientaux ont les mêmes droits de par la loi israélienne - d'un point de vue formel. Le problème est le suivant : en Israël, après 16 ans, l'éducation est privée et extrêmement coûteuse. Cela signifie concrètement qu'il n'y a qu'un pourcentage minime de Juifs orientaux qui aient accès à une éducation supérieure. Les Juifs orientaux représentent 10 % des étudiants et 3 % des diplômés universitaires. C'est là la conséquence de l'exploitation économique.

Leur représentation politique ne reflète pas leur proportion dans la population. Les Juifs orientaux n'occupent que six sièges à la Knesset (le Parlement israélien). Elie Eliachar, l'une des personnalités dirigeantes de la com-

munauté orientale et ancien membre de la Knesset, a expliqué que même cette représentation est uniquement nominale. Dans les faits, les députés orientaux représentent « *les partis politiques entièrement ashkénazes à qui ils doivent entière allégeance plutôt que la communauté sépharade orientale* ». Il écrit : « *Cela fait de la démocratie israélienne une pure caricature* ». Il ne faut cependant pas se tromper. Les Juifs orientaux sont très souvent sionistes. Il serait erroné de parler d'eux sans dire clairement que les Israéliens, comme toutes les puissances impérialistes et coloniales, ont utilisé la règle du « diviser pour régner » pour les diriger. Les Juifs orientaux ont un statut socioéconomique très précaire en Israël. Ils occupent une position qui n'est pas de beaucoup supérieure à celle des Palestiniens. Plus encore, un juif venant d'Irak, du Maroc ou du Yémen est un Arabe d'origine religieuse juive. Par leurs mœurs, leurs manières, leurs traditions, leur apparence, ils sont les frères et sœurs des musulmans et des chrétiens. Ils subissent également la discrimination. Les sionistes tentent sans cesse d'insinuer une haine raciste des masses palestiniennes chez les Juifs orientaux.

Lorsque de jeunes Juifs orientaux sont envoyés combattre au Liban, en Cisjordanie ou à Gaza, cela leur ouvre les yeux sur la politique militaire d'Israël. Ils reviennent pour retrouver la même position économique et sociale misérable qu'ils subissaient avant leur départ. C'est ce qui a conduit ces dernières années au développement d'un mouvement dit « des Panthères noires » dans les taudis sépharades et à un début de radicalisation chez les sépharades. La rage est à fleur de peau, et un de ces jours l'explosion se produira au sein de la communauté sépharade. C'est inévitable.

Lorsque le peuple palestinien commencera à se mobiliser il ne peut pas ne pas trouver un écho dans les conditions de vie de la classe ouvrière juive. Il appartient à une direction révolutionnaire palestinienne de s'adresser aux Juifs dans la perspective d'une Palestine démocratique et laïque. Le moment venu, les travailleurs juifs répondront à la mobilisation des Palestiniens. Le premier pas c'est de se dire : « S'ils peuvent le faire, nous aussi ». Le second sera de rechercher des alliés. C'est là la voie vers un mouvement révolutionnaire antisioniste.

LA CRISE DE LA DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE

En dépit des énormes possibilités révolutionnaires des dernières années, la direction de l'OLP s'est montrée incapable de développer une stratégie pour la mobilisation en Palestine des Palestiniens et des masses juives contre l'État sioniste. Ni la direction « modérée » de Yasser Arafat, ni celle « progressiste » du FPLP et du FDLP, ni les rebelles « dissidents » du Fatah n'ont formulé une stratégie pour le peuple palestinien qui soit indépendante des régimes capitalistes pourris de la région.

Les dirigeants de l'OLP à un moment donné briguent les faveurs de l'impérialisme et ses agents que sont les régimes vendus de l'Orient arabe, et le moment suivant se complaisent dans des actions armées lancées à l'aveu-

glette. Chacune de ces orientations vise, malencontreusement, à pousser l'impérialisme à soutenir la mise en place d'un « mini-État » palestinien.

Ces régimes - de la Syrie à la Jordanie en passant par l'Égypte - considèrent la révolution palestinienne comme un danger évident et pressant. Ils comprennent que la lutte extraordinaire de la nation palestinienne - même sous la direction nationaliste de l'OLP - est un rappel, pour leurs propres peuples qui souffrent, de ce qu'il faut faire et de qui y fait obstacle.

Une direction palestinienne révolutionnaire devrait se battre, comme beaucoup le font, pour le démantèlement de l'État israélien. Elle devrait développer un programme qui amorce le processus d'auto activation des masses palestiniennes et de leurs alliés de classe juifs. La mobilisation du peuple palestinien dans les grèves et les manifestations - avec une participation internationale - rencontrerait un écho parmi les travailleurs juifs. Une OLP fidèle à ses promesses d'une Palestine démocratique et laïque intégrerait à sa direction les Juifs antisionistes qui ont combattu l'État-colon. De cette façon, les masses juives elles-mêmes pourraient constater qui parle véritablement en leur nom, et qui leur offre une issue pour sortir de la guerre perpétuelle, de l'insécurité, des privations.

Le mouvement révolutionnaire palestinien ne peut avancer qu'en forgeant une stratégie nouvelle fondée sur la combinaison de la lutte nationale du peuple palestinien avec la lutte des travailleurs et des paysans de tout le Proche-Orient pour sa libération tant de la domination impérialiste que capitaliste. Un appel clair à une Palestine démocratique et laïque où les Juifs et les Arabes puissent vivre ensemble est essentiel pour unir dans leur masse les forces sociales capables de démanteler l'État sioniste et de le remplacer par une société humaine ayant pour but d'en finir avec les classes et l'oppression nationale. Il n'y a pas de raccourci vers la libération, comme les épreuves auxquelles sont soumis les Palestiniens depuis un siècle le démontrent. Le chemin qui mène à la victoire ne peut être réduit que par l'émergence d'une direction qui sait où elle va et ouvre la voie dans un langage qui entraîne le peuple, le mobilise pour ses propres intérêts et qui dénonce sans crainte les dirigeants traitres qui bloquent dangereusement la voie.

La réponse des Palestiniens aux plans sionistes et impérialistes se trouvent chez ces enfants qui lancent des pierres à Jabaliya, à Al-Shati, à Deir el-Balah et à Dheisheh. Car ils forment un peuple, un peuple vivant - comme était obligé de le reconnaître Jabotinsky - et non une tourbe, ils sont un peuple conscient qui combat avec des pierres et des frondes contre la quatrième puissance militaire du monde. Nous leur devons à tout le moins d'être fidèles à leur combat révolutionnaire, qui ne sera jamais abouti avant de s'être étendu de la Méditerranée au golfe Persique, des rives de l'Égypte à l'Euphrate, et, comme leurs oppresseurs sionistes le proclament sans cesse, « *au-delà* ».

Ralph Schoenman (1935-2023)

Né à Brooklyn en 1935, Ralph Schoenman étudia à l'université de Princeton. En 1958, il partit en Grande-Bretagne où il poursuivit ses études à la London School of Economics. Là, il rejoignit le mouvement pacifiste petit-bourgeois Campaign for Nuclear Disarmament (Campagne pour le désarmement nucléaire, CND) dont le président était le mathématicien et philosophe Bertrand Russell. Il devint secrétaire de Russell. Schoenman joua en 1966 un grand rôle pour mettre sur pied, avec l'aide de Russell et de Sartre, le Tribunal international des crimes de guerre qui enquêtait sur les agissements de l'armée américaine au Vietnam. Il en assura aussi le fonctionnement, avec Ken Coates et Lelio Basso.

D'après ses dires, la lecture de la biographie monumentale sur Trotsky d'Isaac Deutscher (1954-1963) l'influença beaucoup. En 1963, il rencontra Akiva Orr, qui venait de fonder l'Organisation socialiste israélienne (Matzpen) qui prônait un État judéo-arabe en Palestine. En 1966, il lança la Vietnam Solidarity Campaign (Campagne pour la solidarité avec le Vietnam) avec l'IG, l'organisation britannique du secrétariat unifié de la 4^e Internationale (SUQI pabliste).

En 1969, Russel désavoua les propos que Schoenman tenait en son nom. Schoenman regagna les États-Unis, s'installant à Princeton. En 1979, il était en Iran lors de la révolution qui sera écrasée par la bourgeoisie islamiste. Il ne semble pas avoir publié une étude notable sur cette question importante. En 1982, quand l'armée israélienne envahit le Liban, Schoenman et sa compagne Mya Shone contribuèrent à dénoncer les crimes commis dans les camps de réfugiés palestiniens par l'armée israélienne avec l'aide des fascistes chrétiens libanais. En 1983, Schoenman rejoignit Socialist Action (Action socialiste, SA), un groupement d'exclus du SWP quand la direction Barnes-Waters dénonça le trotskysme et scissionna du SUQI. SA resta fidèle au SUQI. Le SWP est aujourd'hui prosioniste.

Schoenman rédigea en 1987 *The Hidden History of Zionism*, publiée par SA (Veritas Press, février 1988) qui fut traduite aussitôt en français par le PCI, la principale organisation de la QI-CIR lambertiste (*L'Histoire cachée du sionisme*, SELIO, juin 1988). Quand une douzaine de militants quittèrent SA en 1991 pour fonder Socialist Organizer (Organisateur socialiste, SO) à San Francisco, Schoenman en était. Il cautionna la proclamation d'une « 4^e Internationale » par Lambert et Gluckstein en 1993.

À partir de 2002, Schoenman et Mya Shone, également membre de SO, fournirent en émissions régulières les stations de radio nord-américaines et la toile anglophone. Il mourut en 2023 à l'âge de 87 ans.



À partir de 1882, le nationalisme bourgeois juif (le sionisme) prétend que la place des Juifs est en Palestine, où existait alors une minorité juive en paix avec les Arabes musulmans et chrétiens. Le projet n'est pas d'exploiter la main-d'œuvre arabe, mais de l'expulser et de la remplacer par un prolétariat juif, soumis par l'idéologie nationale à la classe bourgeoise du futur État. Toutes les branches du sionisme (Haganah travailliste comme Irgoun fasciste) terrorisent les Arabes de Palestine.

Après la deuxième guerre mondiale, sous prétexte du génocide des Juifs d'Europe par l'impérialisme allemand, les impérialismes occidentaux (États-Unis, Grande-Bretagne, France...) appuyés par l'État ouvrier dégénéré (URSS) entérinent le projet sioniste (ONU, 1947). En 1948, le Parti travailliste et la bureaucratie syndicale de l'Histadrout fondent Israël sur la base de l'expulsion de 700 000 Palestiniens (Nakba). Depuis, il y a en Palestine un État colon, Israël, et un peuple colonisé, les Palestiniens. Une minorité se retrouve discriminée dans les frontières d'Israël, une majorité reste en Cisjordanie et à Jérusalem sous la menace d'Israël, une partie s'exile, le plus souvent dans des camps misérables du Liban, de Jordanie et de Syrie, parfois plus loin.

Inévitablement, à partir de 1948, le sionisme se mue en terrorisme d'État, utilisant massivement et systématiquement l'intimidation, la violence policière et militaire contre les Arabes. Elle ne cesse pas et elle ne peut pas cesser. Contre l'oppression multiforme permanente, le peuple palestinien résiste. Mais il n'a pas de direction politique prolétarienne et révolutionnaire. Après la fondation d'Israël et sa dotation de l'arme atomique par l'État français, la résistance passe des mains des religieux musulmans aux nationalistes panarabes au discours vaguement socialiste regroupés dans l'OLP (Fatah, FPLP, FDLP...), liés en fait à tel ou tel régime nationaliste bourgeois de la région et à la bureaucratie de l'URSS ou de la Chine.

Après la restauration du capitalisme en Russie et en Chine, le Fatah négocie sous l'égide de l'État américain avec Israël les accords d'Oslo de 1993. Ils entérinent la partition de la Palestine entre deux États : un État colonial surarmé, un État fantoche de deux bantoustans séparés. C'est à ce moment-là que l'islamisme (Hamas, Djihad) devient populaire en misant sur le nationalisme, la religion et l'antisémitisme. Parallèlement, la nature colonialiste, cléricale et raciste de l'État d'Israël s'est affirmée de plus en plus. Le pouvoir passe du Parti travailliste au Likoud, flanqué de partis racistes et fondamentalistes.

Si Schoenman minimise la complicité des États bourgeois de la région (il ne mentionne jamais « la guerre des camps » menée par le régime panarabe de la Syrie de 1976 à 1985), il établit de manière implacable que l'oppression des Palestiniens ne tient pas à la composition du gouvernement israélien, mais résulte de la nature coloniale d'Israël.